



NOTE D'ANALYSE

**ÉTAT DES LIEUX DE LA PRÉSENCE CHINOISE EN
AMÉRIQUE LATINE ET AUX CARAIBES**

Alvaro MENDEZ, Gaspard ESTRADA

SEPTEMBRE 2023

L'Observatoire stratégique de l'Amérique latine du Centre de recherches internationales (CERI) de Sciences Po, codirigé par MM. Olivier DABÈNE et Gaspard ESTRADA, a pour objectif d'analyser les recompositions stratégiques de la région, et notamment de se pencher sur les principaux enjeux, pour la France, en matière de défense et de sécurité.

Trois axes de travail guident les travaux de l'Observatoire : la rivalité stratégique sino-américaine, ainsi que l'action d'autres puissances en Amérique latine (Russie, Turquie, Iran, etc.) ; les tensions sécuritaires à l'œuvre et les faits générateurs de vulnérabilités ; la place de l'Amérique latine dans les grands équilibres internationaux.

Grâce à la production de travaux d'analyse et à la tenue de séminaires et de tables rondes, l'Observatoire a l'ambition de faire émerger un pôle de recherche et d'expertise français sur les questions stratégiques en Amérique latine. Ainsi, il contribue à mieux saisir, dans toute sa complexité, les réalités d'une Amérique latine en pleine mutation.

Cet observatoire bénéficie du soutien de la Direction générale des relations internationales et de la stratégie (DGRIS) du ministère des Armées, et plus particulièrement des chargés de mission Amérique latine et Caraïbe, Mme Victoria VOLAT et M. Valentin AVENTINO.

Résumé

Ces dernières années, la République populaire de Chine (RPC) a considérablement renforcé sa présence en Amérique latine et dans les Caraïbes (ALC). Ce faisant, elle a concentré ses efforts sur certains secteurs stratégiques qui revêtent une importance à la fois économique et géopolitique. Cette présence croissante en ALC est motivée par la quête de ressources naturelles de la Chine, le désir d'étendre son influence économique et la volonté de contrebalancer celle des États-Unis dans la région, alors que certains pays latino-américains cherchent à utiliser cette rivalité à leur profit. Cette note examine l'engagement de la RPC et la stratégie associée dans ces secteurs pour l'ensemble de l'ALC.

Pour ce faire, cette note d'analyse s'appuie sur une lecture approfondie de la littérature académique, des documents gouvernementaux et des rapports des médias. Les secteurs examinés sont les suivants : les affaires spatiales, l'agriculture et l'alimentation, les infrastructures portuaires, les bases industrielles et technologiques de défense (BITD), l'énergie et les télécommunications. Ces secteurs ont été choisis afin de rendre intelligible l'engagement multifactoriel de la Chine. Ils illustrent la convergence des intérêts économiques, des stratégies géopolitiques et des enjeux de sécurité nationale, mettant en exergue la dynamique complexe des interactions sino-régionales. Le suivi de l'activité de Pékin dans ces secteurs est complexe et difficile en raison de la pénurie de données fiables disponibles et du rythme rapide de leur évolution. Ainsi, les informations présentées ici visent à donner une vue d'ensemble, plutôt qu'un compte rendu exhaustif de la présence de la Chine (ce qui n'est pas toujours possible). Les pays inclus dans cet état de l'art ont été sélectionnés en fonction de l'accessibilité et de la disponibilité des données pour détailler les diverses activités de la Chine dans la région.

Abstract

In recent years, the People's Republic of China (PRC) has significantly expanded its presence in Latin America and the Caribbean (LAC). In doing so, it has been concentrating its efforts on certain strategic sectors that hold both economic and geopolitical importance. This growing penetration of LAC is motivated by China's quest for natural resources, the desire to extend its economic influence, and a wish to counterbalance the United States' sway in the region. This report examines the PRC's engagement in these sectors across LAC, delving into the underlying strategy behind it.

To gain perspective on China's activity in the region, this report draws for its extensive analysis on the academic literature, governmental documents, and media reports. The sectors examined are: space affairs, agriculture and food, port infrastructure, defense industrial and technological bases (DITB), energy, and telecommunications. These areas were specifically chosen for their critical importance in understanding the multifaceted nature of China's engagement. They represent pivotal areas where economic interests, geopolitical strategies, and national security concerns converge, offering insightful perspectives into the complex dynamics of China's interactions with the region. Tracking Beijing's activity in these sectors is intricate and challenging due to the dearth of available data and the rapid pace of this activity's proliferation throughout the region. The information presented here is intended to give a broad overview, rather than an exhaustive account of China's presence (which may not be possible). Hence, this document cannot cover all developments in these strategic sectors. Countries included in this analysis were selected based on the accessibility and availability of data to detail China's various activities in the region.

1. SECTEUR SPATIAL

L'exploration de l'espace extra-atmosphérique est de plus en plus considérée comme un enjeu stratégique, raison pour laquelle les pays du monde entier s'efforcent de développer leurs capacités en la matière. La Chine est un pays qui joue déjà un rôle important dans le développement de l'architecture de la coopération spatiale. Si ces ambitions ne sont pas nouvelles, elles ont été renforcées récemment sous l'action du président Xi Jinping, qui est déterminé à faire de la RPC une « *puissance spatiale* »¹. Un livre blanc publié en 2022 concluait que l'industrie aérospatiale faisait désormais partie de la « *stratégie nationale* » de la Chine pour soutenir sa sécurité, encourager l'autosuffisance en science et technologie, stimuler le développement économique et social de haute qualité, et promouvoir une gouvernance responsable dans l'espace extra-atmosphérique². Un rapport récent publié par l'Institut des États-Unis pour la paix (USIP) soutient que la stratégie de Pékin s'inscrit dans le cadre d'un effort plus vaste visant à renforcer les capacités militaires de la Chine, ce qui contribue à rendre l'environnement spatial de plus en plus encombré, contesté et compétitif, de manière à poser des défis potentiels sans précédent pour l'utilisation soutenue de l'espace par les États-Unis et leurs alliés.³ Par ailleurs, dans le cadre de cette stratégie d'expansion spatiale, Pékin a entrepris d'impliquer l'Amérique latine et les Caraïbes (ALC) dans la coopération spatiale, en cultivant des liens étroits avec plusieurs pays de la région.

Du côté latino-américain, de nombreux pays mènent des programmes spatiaux depuis des décennies. L'Argentine et le Brésil ont été les premiers à les initier dès 1960, suivis par le Mexique en 1962⁴, alors que la guerre froide battait son plein et que Washington était encore le principal acteur extérieur à les promouvoir⁵. La portée des relations spatiales de Pékin avec l'ALC est plus importante qu'on ne le pense généralement. S'il est largement admis que les relations contemporaines entre la Chine et l'ALC ont débuté dans les années 2000, les relations spécifiquement liées à la conquête de l'espace remontent à deux décennies au moins⁶. Dans ce contexte, **il n'est pas surprenant que la Chine soit devenue en 2021 le deuxième investisseur dans le secteur aérospatial de la région**⁷. Cette année-là, un accord constitutif conclu lors d'un sommet de la Communauté d'États latino-américains et caraïbes (CELAC) au Mexique a créé l'Agence spatiale latino-américaine et caribéenne (ALCE) pour coordonner l'exploration spatiale dans la région ALC⁸. Compte tenu du niveau de financement requis, de l'engagement limité des États-Unis pour la région dans ce domaine et des interactions de la Chine avec la CELAC, il est possible que Pékin joue un rôle substantiel dans le développement de cette organisation internationale.

L'engagement de Pékin en ALC consiste à s'appuyer sur des entités associées au gouvernement chinois, principalement des entreprises d'État et de grandes entreprises privées chinoises, pour développer, lancer et exploiter des satellites dans ces régions. La Chine y a établi des centres de contrôle au sol et des installations pour la formation du personnel. Sa présence dans le secteur spatial en ALC est diversifiée, avec une implication significative dans la partie centre-est de l'Amérique du Sud (dont le Brésil), dans la région des Andes (Bolivie,

¹ « To build a powerful country in aerospace, Xi Jinping entrusted him earnestly », *Xinhua News Agency*, 12 avril 2019, www.xinhuanet.com/politics/xxjxs/2019-04/12/c_1124357478.htm (page consultée le 7/07/2023).

² Conseil d'État de la RPC, « Livre blanc. Le programme spatial chinois : Perspective 2021 », République populaire de Chine, 2022.

³ MacDonald, Bruce, Carla P. Freeman, and Alison McFarland. "China and Strategic Instability in Space: Pathways to Peace in an Era of US-China Strategic Competition." *Special Report* (2023). Publié électroniquement en Février 2023. <https://www.usip.org/sites/default/files/2023-02/20230209-sr-515-china-strategic-instability-space.pdf>

⁴ Joseph Guzman, « Programas espaciales en América Latina: Historia, operaciones actuales y cooperación futura », *Revista Fuerza Aérea-EUA*, 3^e édition, 2021, p. 22-42, www.airuniversity.af.edu/Portals/10/JOTA/Journals/Volume%203%20Issue%203/04-Guzman_s.pdf (page consultée le 7/07/2023).

⁵ *Ibid.*

⁶ He Li, « China's growing interest in Latin America and its implications », *Journal of Strategic Studies*, vol. 30, n° 4-5, 2007, p. 833-862.

⁷ Joseph Guzman, art. cité.

⁸ Secretaría de Relaciones Exteriores, « Signing of the Convention establishing ALCE, the Latin American and Caribbean Space Agency », Gobierno de México, 20 septembre 2021, www.gob.mx/sre/en/articulos/signing-of-the-convention-establishing-alce-the-latin-american-and-caribbean-space-agency-283235?idiom=en (page consultée le 7/07/2023).

Équateur et Venezuela) et dans le Cône sud (Argentine et Chili). Le rapport présente les données en fonction de sous-ensembles régionaux afin de rendre la lecture plus aisée, mais il est important de noter chaque pays dispose d'une logique partenariale et / ou de coopération propre avec Pékin. Cela influence à son tour les priorités stratégiques de Pékin vis-à-vis de ces pays.

1.1 Le Brésil

La RPC et le Brésil sont engagés dans une collaboration de longue date qui remonte à l'accord conjoint de 1984 pour le développement du programme sino-brésilien de ressources terrestres par satellite (CBERS)⁹. Les deux pays souhaitent acquérir des données satellitaires sur leurs territoires respectifs, tout en réduisant leur dépendance à l'égard des États-Unis¹⁰. Depuis 1999, le programme a permis de lancer six satellites d'observation de la terre à haute résolution, tous depuis le centre de lancement de satellites de Taiyuan, dans la province septentrionale du Shanxi, en Chine. Ces satellites fournissent de précieuses données pour l'agriculture, la planification urbaine et la surveillance de l'environnement¹¹. La *China Great Wall Industry Corporation* (CGWIC), entreprise d'État chinoise, a joué un rôle clé dans la coopération sino-brésilienne en permettant le lancement des satellites CBERS-01 (octobre 1999), CBERS-02 (octobre 2003) et CBERS-2B (septembre 2007) à bord de fusées Longue Marche-4. Le lancement du satellite CBERS-3 a échoué en décembre 2013 en raison d'un dysfonctionnement du lanceur¹². Le programme a repris avec le lancement réussi de CBERS-4 en décembre 2014 et de CBERS-4A, le satellite le plus récent, en décembre 2019 à bord d'une fusée LM-4B à Shanxi¹³. Ce dernier est un satellite d'imagerie optique géré conjointement par l'*Instituto Nacional del Pesquisas Espaciais* (INPE) du Brésil et le *Center for Resources Satellite Data and Application* (CRESDA) de la Chine. Il « surveille les ressources en eau, l'agriculture, la croissance urbaine, l'utilisation des sols et contribue à la préservation de la forêt amazonienne¹⁴ ». En avril 2023, Brasilia a annoncé que les deux pays avaient préparé de nouveaux accords pour poursuivre leur coopération dans le cadre du programme CBERS¹⁵.

Un projet de station terrestre à Tucano, une municipalité de l'État de Bahia dans le nord-est du Brésil est également amorcé suite à la coentreprise annoncée en 2020 entre la société brésilienne *Alya Nanosatellites* et la société pékinoise *Tianlian Space Technology*¹⁶. *Alya*, entreprise spécialisée dans l'imagerie hyperspectrale avancée par nanosatellites, optimise les routes satellitaires couvrant le territoire brésilien et offre des services allant du traitement des données au lancement des fusées LEO et GEO. Avec son partenaire *Tianlian*, l'entreprise se concentre sur la collaboration et le partage des connaissances dans le domaine des technologies spatiales¹⁷. *Tianlian* est affilié à la *Chinese Academy of Space and Technology* (CAST) et à la *China Aerospace*

⁹ Julie Michelle Klinger, « A brief history of outer space cooperation between Latin America and China », *Journal of Latin American Geography*, vol. 17, n° 2, 2018, p. 46-83.

¹⁰ *Ibid.*

¹¹ USCC, « China's Engagement with Latin America and the Caribbean », Washington, U.S.-China Economic and Security Review Commission, 2018.

¹² « China-Brazil satellite launch fails, likely fell back to Earth », *Reuters*, 10 décembre 2013, www.reuters.com/article/us-space-china-brazil-satellite-idUKBRE9B90XK20131210 (page consultée le 12/07/2023).

¹³ Gregory T. Chin, « Lula's Return to China: Brazil between the Superpowers, Part I », *Global Policy*, 11 avril 2023, www.globalpolicyjournal.com/blog/11/04/2023/lulas-return-china-brazil-between-superpowers-part-i (page consultée le 12/07/2023).

¹⁴ *Ibid.*

¹⁵ Wesley Oliveira, « Analysis: Beijing is and stays Brazil's main partner with new agreements worth US\$10 billions », *The Rio Times*, 15 avril 2023, www.riotimesonline.com/brazil-news/new-multipolar-world-order/analysis-beijing-is-and-stays-brazils-main-partner-with-new-agreements-worth-us10-billion/ (page consultée le 12/07/2023).

¹⁶ Forum China PLP, « Sino-Brazilian partnership to build satellite ground station », Supporting Office to the Permanent Secretariat to the Forum for Economic and Trade Co-operation between China and Portuguese-speaking Countries (Macao), 26 août 2020, www.forumchinapl.org.mo/sino-brazilian-partnership-to-build-satellite-ground-station/ (page consultée le 12/07/2023).

¹⁷ Aila Raquel, « Brazilian Start-up ALYA NANOSATELLITES gains first partnership agreements », *Space Watch Global*, août 2020, <https://spacewatch.global/2020/08/brazilian-start-up-alya-nanosatellites-gains-first-partnership-agreements> / www.forumchinapl.org.mo/sino-brazilian-partnership-to-build-satellite-ground-station (pages consultées le 12/07/2023).

Science and Technology (CASC)¹⁸, toutes deux récemment inscrites par Washington sur sa liste noire des entreprises chinoises soupçonnées d'assister l'Armée populaire de libération (APL) dans ses activités de renseignement et de reconnaissance¹⁹. On peut supposer que la station terrestre Tucano est déjà opérationnelle, mais son emplacement exact demeure inconnu²⁰. Parmi ces développements, les experts en sécurité expriment des préoccupations concernant ce type de station spatiale chinoise. Ils soulignent le potentiel de celles-ci, comme celle de Tucano, d'être utilisées à des fins d'espionnage, notamment pour la surveillance des actifs américains et des pays étrangers, ou pour soutenir des opérations spatiales offensives. Malgré les accords stipulant que les stations terrestres chinoises en Amérique du Sud devraient être exclusivement dédiées à des activités civiles, il existe des soupçons croissants d'une hypothétique utilisation duale de ces structures²¹.

D'autres collaborations dans le domaine aérospatial relèvent d'initiatives en matière de recherche et développement. Elles sont menées par la *Chinese Academy of Sciences* (CAS), qui est directement placée sous la supervision du Conseil d'État Chinois²². En 2013, le *China-Brazil Joint Laboratory for Space Weather* (CBJLSW), plateforme de recherche et d'observation, a été établie conjointement par l'INPE et le *National Space Science Center* (NSSC), un organe de la CAS²³. Selon les Chinois, ce laboratoire a deux missions principales : effectuer des observations au sol et recueillir des données le long de la chaîne méridienne, en particulier dans l'hémisphère occidental ainsi qu'entreprendre la recherche sur l'environnement spatial, en se concentrant sur les zones de basse latitude dans les hémisphères oriental et occidental²⁴.

La Chine souhaite développer ce type de collaboration en s'associant à des institutions universitaires brésiliennes. En témoigne la création de l'observatoire astronomique de l'université de l'État de Paraíba (UEPB), en construction depuis janvier 2022, en collaboration avec l'Observatoire astronomique de Shanghai qui a accepté de prendre en charge les coûts d'équipement et d'installation²⁵. Une délégation du NSSC s'est rendue à l'UEPB en octobre 2022 pour exprimer la volonté chinoise d'étendre le projet en installant de nouveaux instruments d'observation de la haute atmosphère. Ce partenariat doit permettre de surveiller les débris spatiaux, de suivre les astéroïdes et de mener des recherches sur les phénomènes atmosphériques²⁶.

La collaboration entre la Chine et le Brésil dans le domaine de la recherche et du développement des technologies satellitaires a suscité des inquiétudes à Washington, qui perçoit ce partenariat comme une « menace pour la sécurité nationale des États-Unis²⁷ ». Certains analystes américains craignent que l'échange d'expertise en matière de lancement de fusées contre des capacités d'imagerie à haute résolution permette à la

¹⁸ NASA, « Tianlian 2-01 », *National Aeronautics and Space Administration*, 2019, <https://nssdc.gsfc.nasa.gov/nmc/spacecraft/display.action?id=2019-017A> (page consultée le 12/07/2023).

¹⁹ Bureau Of Industry And Security: Office of Congressional and Public Affairs, « Commerce Adds Six to Entity List for Supporting PRC Military Modernization, Intelligence, and Reconnaissance Activities », 10 février 2023, www.bis.doc.gov/index.php/documents/about-bis/newsroom/press-releases/3220-2023-02-10-bis-press-release-six-prc-entities-final-3/file ; voir également : Federal Register, « Additions of Entities to the Entity List », *The Daily Journal of the United States Government*, 24 août 2022, www.federalregister.gov/documents/2022/08/24/2022-18268/additions-of-entities-to-the-entity-list (pages consultées le 12/07/2023).

²⁰ Funairole *et al.*, « Eyes on the Skies : China's Growing Space Footprint in South America », *Center for Strategic and International Studies: Hidden Research Issue*, n° 1, 2022, <https://features.csis.org/hiddenreach/china-ground-stations-space/> (page consultée le 7/07/2023).

²¹ <https://dialogo-americas.com/articles/chinas-ground-stations-in-south-america-raise-concerns/>

²² CSET, « Chinese Academy of Sciences 2022 Budget », *Georgetown Center for Security and Emerging Technology*, 30 juin 2022, <https://cset.georgetown.edu/publication/chinese-academy-of-sciences-2022-budget/> (page consultée le 12/07/2023).

²³ « China-Brazil Joint Laboratory for Space Weather (CBJLSW) », *Nature Index*, 1^{er} avril 2022, www.nature.com/nature-index/institution-outputs/brazil/china-brazil-joint-laboratory-for-space-weather-cbjlsw/6008f2210ab0d524b61f9b6d (page consultée le 12/07/2023).

²⁴ National Space Science Center, Chinese Academy of Sciences, « China-Brazil Joint Laboratory for Space Weather », 15 octobre 2014, http://english.nssc.cas.cn/ic/ji/201410/t20141015_129395.html (page consultée le 12/07/2023).

²⁵ Severino Lopes, « Universidade Estadual recebe terreno para construção de Observatório Astronômico em Juazeirinho », *Universidade Estadual da Paraíba*, 26 janvier 2022, <https://uepb.edu.br/universidade-estadual-recebe-terreno-para-construcao-de-observatorio-astronomico-em-juazeirinho/> (page consultée le 12/07/2023).

²⁶ Severino Lopes, « UEPB e comitiva chinesa discutem ampliar cooperação na construção de Observatório Astronômico da Instituição », *Universidade Estadual da Paraíba*, 18 octobre 2022, <https://uepb.edu.br/uepb-e-comitiva-chinesa-discutem-ampliacao-de-cooperacao-na-construcao-de-observatorio-astronomico-da-instituicao/> (page consultée le 12/07/2023).

²⁷ Mark Stokes *et al.*, « China's Space and Counterspace Capabilities and Activities », *The U.S.-China Economic and Security Review Commission*, 30 mars 2020, www.uscc.gov/sites/default/files/2020-05/China_Space_and_Counterspace_Activities.pdf (page consultée le 12/07/2023).

Chine de cibler les satellites américains grâce à des développements de pointe. Cette crainte est amplifiée par l'accès potentiel de la Chine aux installations brésiliennes de surveillance de l'espace²⁸, mais il ne s'agit pour l'heure que de spéculations. La visite, fin juillet 2023, de l'administrateur de la NASA au Brésil²⁹, en Argentine et en Colombie, a pour objectif d'apaiser l'inquiétude des États-Unis, tout en proposant des alternatives en matière de lutte contre le changement climatique et formation.

1.2 La région andine : Venezuela, Bolivie et Équateur

La Chine a joué un rôle crucial pour la conquête spatiale menée par le Venezuela. Des liens bilatéraux se sont noués en 2005, lorsque Caracas a fait appel à la CGWIC pour créer son premier satellite, *El Sombrero*. L'accord portait non seulement sur son développement, mais aussi sur la construction de sa station terrestre, située à Guárico, dans le centre du Venezuela³⁰. La RPC a ensuite participé à la fabrication et au lancement, en 2008, d'un satellite relais de communication appelé Venesat-1 (inopérant depuis 2020)³¹. La RPC a également construit deux satellites de télédétection pour Caracas, VRSS-1, lancé en 2012, et VRSS-2, lancé en 2017³². Ces derniers ont de multiples fonctions allant de la collecte de données à la prévention des catastrophes, en passant par les services environnementaux, agricoles et sanitaires dans les zones reculées. Ils permettent également le développement d'actions de planification, de gestion des urgences et de défense³³. La CGWIC a de nouveau joué un rôle majeur dans la mise en place d'installations de contrôle au sol pour ces satellites, ainsi que dans la formation du personnel vénézuélien aux opérations spatiales³⁴.

En Bolivie, le gouvernement d'Evo Morales a créé en 2010 l'Agence spatiale bolivienne dans l'objectif de lancer le premier satellite bolivien, de développer de nouveaux projets spatiaux et de former le personnel bolivien aux technologies spatiales³⁵. La Paz a ensuite conclu un accord avec la Chine pour construire le satellite de communication de pointe *Tupac Katari*³⁶. Celui-ci a été développé par la CGWIC puis lancé depuis Xichang, en Chine, le 20 décembre 2013³⁷. Il a coûté 302 millions de dollars au total et est actuellement opérationnel en Bolivie³⁸. Pékin a également dispensé une formation approfondie aux Boliviens en matière de technologie et d'exploitation des satellites et les a aidés à mettre en place des installations de contrôle au sol³⁹. Le Pentagone s'inquiète de l'expansion du réseau de stations spatiales et de satellites chinois en Amérique latine, notamment en Bolivie, suspectant des capacités de défense cachées qui pourraient renforcer la surveillance militaire mondiale de Pékin⁴⁰.

En Équateur, la RPC a soutenu le gouvernement de Rafael Correa dans le lancement d'un microsatellite appelé *Pegasus* en 2013. Les autorités équatoriennes affirment qu'il a été fabriqué à 100 % par l'Agence spatiale

²⁸ Stephen Johnson, « Balancing China's Growing Influence in Latin America », The Heritage Foundation, 24 octobre 2005, www.heritage.org/americas/report/balancing-chinas-growing-influence-latin-america (page consultée le 12/07/2023).

²⁹ NASA, « NASA Administrator to Head to South America; Discuss Space Cooperation », US Embassy Brazil, br.usembassy.gov, (page consultée le 02/08/2023).

³⁰ Funairole *et al.*, art. cité.

³¹ Space Watch Global, « Venezuela's VENESAT-1 Tumbling And Out Of Service », *Space News*, mars 2020, <https://spacewatch.global/2020/03/venezuelas-venesat-1-tumbling-and-out-of-service/> (page consultée le 12/07/2023).

³² Organisation météorologique mondiale, « Observing Systems Capability Analysis and Review Tool », 28 octobre 2022, https://space.oscar.wmo.int/satellites/view/vrss_2 (page consultée le 12/07/2023).

³³ Joseph Guzman, art. cité.

³⁴ Déclaration devant la sous-commission des relations extérieures du Sénat sur l'hémisphère occidental, la criminalité transnationale, la sécurité civile, la démocratie, les droits de l'homme et les questions relatives aux femmes dans le monde : Témoignage de Robert Evan Ellis, « China's Role in Latin America and the Caribbean », 31 mars 2022, www.foreign.senate.gov/imo/media/doc/033122_Ellis_Testimony1.pdf (page consultée le 12/07/2023).

³⁵ Robert Evan Ellis, « Chinese Engagement with Bolivia: Resources, Business Opportunities, and Strategic Location », *Air & Space Power Journal*, 28, n° 2, 2016, p. 3-19.

³⁶ UMSA, « Uso del satélite Túpac Katari como herramienta de investigación », 2013, www.lacatedra.umsa.bo/web/la-catedra/2/-/asset_publisher/f55S/content/uso-del-satelite-tupac-katari-como-herramienta-de-investigacion (page consultée le 12/07/2023).

³⁷ Robert Evan Ellis, « Chinese Engagement with Bolivia... », art. cité.

³⁸ Joseph Guzman, art. cité ; voir également : USCC, art. cité.

³⁹ Déclaration devant la sous-commission des relations extérieures du Sénat..., *op. cit.*

⁴⁰ <https://www.washingtonpost.com/world/interactive/2023/china-space-program-south-america-defense/>

équatorienne (EXA), mais il n'est pas certain que le pays disposât du savoir-faire nécessaire⁴¹. Il est probable qu'il ait reçu l'aide de Pékin, car le microsatellite a été lancé depuis le centre de lancement de satellites de Jiuquan, en Chine, le 26 avril 2013⁴². En novembre 2013, l'Équateur a lancé un second satellite en provenance de Russie, baptisé *Kryasor* (un jumeau du *Pegasus* originel), qui devrait rentrer dans l'atmosphère terrestre en 2025⁴³. Après des débuts difficiles, les autorités ont affirmé qu'il était désormais en état de marche⁴⁴. En 2014, l'Équateur a annoncé qu'il souhaitait développer et lancer son propre satellite avec le soutien de la Chine. Le ministre de la Défense s'est rendu en Chine pour conclure une alliance stratégique à cette fin⁴⁵.

Il est à noter que les engagements de la Chine avec ces trois nations andines partagent une base idéologique commune : chacun était gouvernée par un régime orienté à gauche qui connaissait des tensions avec Washington. Dans ce contexte, Pékin percevait ces pays comme des terrains plus propices à ses projets. Parallèlement, ces nations voyaient Pékin comme un fournisseur potentiel de technologie spatiale, ressource que les États-Unis semblaient réticents à offrir. L'intensité de la collaboration variait en fonction des structures économiques et politiques de ces pays. L'Équateur, en particulier, compte tenu de sa situation politique et économique durant la période analysée, a construit une relation plus profonde avec la Chine que les autres. Ceci était particulièrement évident pendant les années de Rafael Correa (2008-2017), où les liens entre la Chine et l'Équateur ont connu un réchauffement considérable.

1.3. Le Cône sud : Argentine et Chili

Les activités aérospatiales de la Chine dans le Cône sud sont particulièrement importantes dans cette région, avec des projets clés en Argentine et d'autres au Chili. Ces initiatives, bien que variées, partagent un intérêt commun pour l'accès stratégique à l'Antarctique et la surveillance de l'Atlantique Sud. Elles représentent un volet crucial de la stratégie chinoise pour étendre son influence en matière de technologie et de surveillance spatiale, impactant potentiellement la souveraineté et la sécurité régionales dans l'hémisphère sud.

En Argentine, la *Comisión Nacional de Actividades Espaciales* (CONAE) s'est associée en 2012 à la *China Satellite Launch & Tracking Control General* (CLTC)⁴⁶, afin de collaborer dans le domaine spatial⁴⁷. En ce sens, la création d'un centre de contrôle des missions et des satellites de pointe dans la province de Neuquén, à l'ouest de l'Argentine, à la limite septentrionale de la Patagonie⁴⁸ est évoquée. D'un point de vue géopolitique et stratégique, cet emplacement est optimal pour l'exploration spatiale en raison de son ciel ouvert, exempt d'interférences radioélectriques, éloigné des centres urbains et favorablement positionné du point de vue géologique, climatique et topographique⁴⁹. Baptisée *Espacio Lejano*, ce centre de contrôle a fait l'objet d'un contrat de cinquante ans sans participation au capital, et sa valeur est estimée à 50 millions de dollars. En décembre 2013, des photographies aériennes ont confirmé que la construction de la station terrestre était en

⁴¹ « NEE-01 Pegasus », eoPortal, 15 mai 2013, www.eoportal.org/satellite-missions/nee-01-pegasus#spacecraft (page consultée le 12/07/2023).

⁴² « Ecuador - Nanosatellites », *Global Security*, 2020, www.globalsecurity.org/space/world/ecuador/nanosatellites.htm?utm_content=cmp-true (page consultée le 12/07/2023).

⁴³ EXA, « NEE-02 KRYSAOR : 2do Satellite Ecuatoriano », Agencia Espacial Civil Ecuatoriana, 2023, www.exa.ec/krysaor/ (page consultée le 12/07/2023).

⁴⁴ « ¿Qué pasó con el satélite Pegaso ? », *El Comercio*, 12 juillet 2016, www.elcomercio.com/afull/satelite-pegaso-ecuador-investigacion-ronnienader.html (page consultée le 12/07/2023).

⁴⁵ « Ecuador desarrollará su propio satélite con tecnología china », *Infoespacial*, 18 septembre 2014, www.infoespacial.com/texto-diario/mostrat/3569902/ecuador-desarrollara-propio-satelite-tecnologia-china (page consultée le 12/07/2023).

⁴⁶ Cette structure dépend de la SASTIND, une organisation née en 2008 fruit d'une réorganisation des acteurs institutionnels œuvrant dans la défense, l'industrie et la recherche chinoise. A ce titre, elle remplace la « Commission de la Science, de la Technologie et de l'Industrie pour la Défense nationale » (COSTIND), dont le périmètre d'intervention était proche.

⁴⁷ Funairole *et al.*, art. cité.

⁴⁸ USCC, art. cité.

⁴⁹ Rodrigo Ramirez Aburto, « Base China en Neuquén : en qué trabaja y cuáles son los planes de la estación espacial para el 2023 », *Río Negro*, 3 février 2023, www.rionegro.com.ar/sociedad/base-china-en-neuquen-en-que-trabaja-y-cuales-son-los-planes-de-la-estacion-espacial-para-el-2023-2727081/ (page consultée le 12/07/2023).

cours⁵⁰. Le gouvernement argentin de la présidente Cristina Kirchner a paraphé l'accord en 2014 afin de consolider ce partenariat stratégique avec la Chine⁵¹. Cependant, selon ses détracteurs, il limiterait la souveraineté de l'Argentine, accorderait de nombreuses exonérations fiscales et soumettrait les travailleurs chinois immigrés au code du travail chinois⁵². Ces éléments, en effet, constituent un frein très important au développement. Inauguré en mars 2018, l'installation est gérée par le CLTC. Sa mission première est de soutenir les activités spatiales civiles et l'exploration de l'espace lointain. Toutefois, il est souligné que ce centre peut permettre la collecte de renseignements et même, potentiellement, interférer avec les communications, les réseaux électroniques et les systèmes électromagnétiques de l'ensemble de l'hémisphère occidental⁵³. Des responsables américains comme l'amiral Craig Faller ont exprimé leur inquiétude quant à l'utilisation par l'armée chinoise de cette station terrestre pour suivre et cibler les satellites américains et alliés⁵⁴. Son caractère secret – elle est entourée d'une clôture en fil de fer barbelé haute de deux mètres et n'est accessible que sur rendez-vous – a alarmé la population locale⁵⁵. Le peu de contrôle exercé par le gouvernement argentin et la véritable finalité de la station, à savoir si elle mène des activités militaires soulèvent également des inquiétudes. On peut légitimement s'interroger sur l'utilisation pacifique de ses activités⁵⁶. Cependant, il est important de prendre en compte les critiques selon lesquelles les perspectives américaines sur ces questions peuvent être influencées par des intérêts politiques, en particulier en ce qui concerne les efforts de SOUTHCOM pour obtenir des fonds du Congrès pour leurs propres opérations.

Les activités spatiales menées par la Chine en Argentine ne sont pas seulement le fait d'agences gouvernementales et d'entreprises d'État, mais aussi d'entreprises privées proches de Pékin. C'est le cas d'*Emposat*, une société associée à la CAS. *Emposat* collabore avec l'entreprise argentine *Ascentio* dans le cadre d'une coentreprise visant à construire une station terrestre à Río Gallegos, en Argentine, dans la partie méridionale de la Patagonie. Une fois achevée, cette installation devrait comporter quatre à six antennes de taille variable afin d'améliorer le suivi des satellites en orbite autour de la Terre, grâce à sa proximité avec le pôle Sud. Selon les informations portées à notre connaissance à ce jour, l'imagerie satellitaire des Etats-Unis n'a pas encore permis de déterminer son emplacement exact et d'autres éléments relatifs à cette coentreprise demeurent ambigus⁵⁷.

Au Chili, la Chine exploite une station satellite au sol, qui a contribué au lancement de six satellites pour soutenir son système de navigation par satellite *Beidou*⁵⁸, et y a construit des stations avancées de suivi des satellites⁵⁹. Le secteur aérospatial chilien comprend la station satellite de Santiago, gérée par la *Swedish Space Corporation* (SSC), qui collabore avec des organismes tels que la NASA et l'Agence spatiale européenne. La station satellite de Santiago entretient également des relations de longue date avec Pékin par l'intermédiaire de la CLTC, depuis qu'elle a loué des équipements au centre de recherche spatiale de l'université du Chili. Depuis l'acquisition de la

⁵⁰ AidData, « Le gouvernement chinois fournit 50 millions de dollars pour la construction d'une station spatiale dans la province de Neuquén », *AIDATA : A Research Lab at William & Mary*, 2023, <https://china.aiddata.org/projects/52875/> (page consultée le 12/07/2023).

⁵¹ Uki Goñi, « Argentinian congress approves deal with China on satellite space station », *The Guardian*, 26 février 2015, www.theguardian.com/world/2015/feb/26/argentina-congress-china-satellite-space-station (page consultée le 12/07/2023).

⁵² Erin Watson-Lynn, « The gravity of China's space base in Argentina », *Lowy Institute: The Interpreter*, 9 juin 2020, www.lowyinstitute.org/the-interpreter/gravity-china-s-space-base-argentina (page consultée le 12/07/2023).

⁵³ USCC, art. cité ; Déclaration devant la sous-commission des relations extérieures du Sénat sur l'hémisphère occidental..., *op. cit.*

⁵⁴ Lara Selligman, « U.S. Military Warns of Threat From Chinese-Run Space Station in Argentina », *Foreign Policy*, 8 février 2019, <https://foreignpolicy.com/2019/02/08/us-military-warns-of-threat-from-chinese-run-space-station-in-argentina/> (page consultée le 12/07/2023).

⁵⁵ Ramirez Aburto, art. cité.

⁵⁶ Cassandra Garrison, « China's military-run space station in Argentina is a 'black box' », *Reuters*, 31 janvier 2019, www.reuters.com/article/us-space-argentina-china-insight-idUSKCN1PP0I2 (page consultée le 12/07/2023).

⁵⁷ Funaiolo *et al.*, art. cité.

⁵⁸ USCC, art. cité.

⁵⁹ *Ibid.*

station par la SSC en 2008, CLTC exploite deux antennes dans le secteur nord-ouest de la station⁶⁰. Cependant, les relations entre la SSC et Pékin se sont dégradées en 2019 lorsque l'Agence suédoise de recherche sur la défense (FOI) a averti que la Suède était confrontée à un défi croissant en matière de sécurité, affirmant que l'une de ses stations satellites située au nord du pays pouvait être au service de l'armée chinoise⁶¹. Craignant d'être la cible de collectes de renseignements et d'opérations de surveillance, la SSC a décidé en 2020 de ne pas renouveler les contrats avec la Chine et de refuser toute nouvelle activité chinoise dans l'une de ses stations à travers le monde, y compris celle de Santiago. Elle a déclaré que cette décision avait été motivée par des changements géopolitiques⁶². De nombreux analystes pensent que la montée de l'influence chinoise au Chili répond à des enjeux géopolitiques.⁶³ Face à ces préoccupations, plusieurs hommes politiques, ainsi que certains organes de presse, ont exprimé leurs inquiétudes. Cependant, le lobby pro-chinois au Chili, composé d'individus et d'organisations influentes entretenant des liens favorables avec la Chine, est puissant, amenant de nombreux leaders privés et publics à s'abstenir de critiquer Pékin⁶⁴.

2. Matières premières et approvisionnements stratégiques

L'Amérique latine a une longue histoire en matière d'exploitation de matières premières. Encore aujourd'hui, la plupart des pays de la région – notamment ceux d'Amérique du Sud⁶⁵ - tirent la plus grande partie de leurs ressources de l'exportation de ces biens (aliments, minerais, pétrole, gaz). Néanmoins, si la matrice économique de ces pays n'a pas fondamentalement changé, les rapports de force internationaux ont, eux, profondément évolué ces dernières années, notamment depuis l'invasion russe de l'Ukraine en février 2022. Dans cette course aux approvisionnements stratégiques, Pékin part avec une longueur d'avance, compte tenu de l'ancienneté de ses stratégies d'investissement et d'insertion dans le tissu productif latino-américain dans le secteur des matières premières.

2.1 La stratégie de contrôle de la chaîne de valeur du lithium

À l'aune de la transition énergétique, et alors que les États tendent à s'émanciper de leur dépendance aux hydrocarbures, les métaux stratégiques sont devenus essentiels à la réalisation des objectifs de neutralité climatique et aux chaînes de valeurs des nouvelles technologies. Le lithium, en particulier, s'impose désormais comme une matière première incontournable, en ce qu'il est nécessaire à la production des batteries Lithium-ion (Li-ion), utilisées notamment dans la fabrication des véhicules électriques. Si ce métal était initialement utilisé dans des domaines tels que la céramique, les graisses lubrifiantes ou la métallurgie de l'aluminium, l'essor des véhicules électriques a conduit à une recomposition du marché du lithium. La part de la consommation de lithium pour la production de batteries a connu une forte augmentation au cours des dernières années. Si 30% de la production était destinée à la construction de batteries en 2015, cette part est passée à 80% en janvier 2023⁶⁶.

Si le volume des ressources globales de lithium reste inconnu, les gisements identifiés ne cessent d'augmenter suivant les prospections menées par les entreprises. Les ressources de lithium - à savoir les gisements

⁶⁰ Funaiolo *et al.*, art. cité.

⁶¹ Keegan Elmer, « Swedish defence agency warns satellite station could be serving Chinese military », *South China Morning Post*, 14 janvier 2019, www.scmp.com/news/china/diplomacy/article/2182026/swedish-defence-agency-warns-satellite-station-could-be-serving (page consultée le 12/07/2023).

⁶² Jonathan Barrett et Johan Ahlander, « Exclusive : Swedish space company halts new business helping China operate satellites », *Reuters*, 21 septembre 2020, www.reuters.com/article/us-china-space-australia-sweden-exclusiv/exclusive-swedish-space-company-halts-new-business-helping-china-operate-satellites-idUSKCN26C21L (page consultée le 12/07/2023).

⁶³ <https://merics.org/en/chiles-once-pioneering-relationship-china-turning-dependency>

⁶⁴ <https://freedomhouse.org/country/chile/beijings-global-media-influence/2022>

⁶⁵ Le Mexique et les pays d'Amérique centrale sont à contrario intégrés dans les chaînes de valeur d'Amérique du Nord, notamment à la suite de l'entrée en vigueur du traité de libre échange d'Amérique du Nord (ALENA), rebaptisé en tant que USMCA après la renégociation de cet accord en 2018-2020.

⁶⁶ United States Geological Survey, Mineral Commodity Summaries 2023, Lithium, consulté le 23/07/23.

identifiés sans indication quant à leur exploitabilité - étaient ainsi estimées à 98 millions de tonnes en janvier 2023⁶⁷, contre 89 millions l'année précédente et 80 millions en 2020. Les réserves exploitables, quant à elles, étaient estimées en janvier 2023 à 26 millions de tonnes⁶⁸, contre 22 millions en 2020 et 17 millions en 2020. Les ressources identifiées se concentrent principalement en Amérique latine et plus particulièrement dans les salars situés aux confins de la Bolivie, de l'Argentine et du Chili. Parmi ces ressources, les réserves exploitables se situent au Chili (36%), en Australie (22%), en Argentine (10%) et en Bolivie (10%). En 2022, la production globale de lithium a été de l'ordre de 130 000 tonnes (+30% par rapport à 2021)⁶⁹. Mais la production n'est pas forcément le fait des États détenant les plus larges ressources identifiées : seul le Chili fait partie des trois principaux producteurs mondiaux de lithium, avec l'Australie et la Chine, qui représentent près de 90% de la production mondiale aujourd'hui.

Compte tenu de l'histoire des pays latino-américains, l'irruption du lithium dans l'économie internationale s'est accompagnée d'une volonté affirmée de la part des dirigeants de ces pays de sortir du « *piège de la dépendance* », pour paraphraser le concept popularisé dans l'après-guerre par plusieurs penseurs latino-américains, tels que Fernando Henrique Cardoso⁷⁰, Raul Prebisch ou Celso Furtado. Ainsi, des réflexions sont apparues au sein de ces pays pour créer de nouvelles régulations nationales voire régionales, des chaînes de valeur liées à la production de batteries, afin que les bénéfices liés à l'exploitation du lithium restent en Amérique latine.

En Bolivie, Evo Morales a été le premier à nationaliser cette ressource, en créant l'entreprise *Yacimientos de Litio Bolivianos* (YLB), en référence à l'entreprise *Yacimientos Petrolíferos Fiscales Bolivianos* (YPFB), en charge de l'exploitation du gaz et du pétrole et nationalisée par Evo Morales en 2006⁷¹. Néanmoins, le manque d'encadrement juridique, sa volonté de sortir de la dépendance extérieure et d'utiliser uniquement les ressources techniques et humaines du pays n'a pas permis un développement très avancé de l'industrie du lithium.

Le Mexique a vécu une expérience similaire. Après avoir nationalisé par décret en 2022 les gisements de lithium du pays (1,7 millions de tonnes estimées dont le potentiel économique reste incertain), le gouvernement d'Andrés Manuel Lopez Obrador a créé la société publique *Litio para México* (LitioMX), en charge d'assurer l'exploitation et la transformation du minerai, et fait de la filière batterie l'un des piliers du programme de développement présidentiel *Plan Sonora*. LitioMX cherche désormais à développer des partenariats publics-privés avec des investisseurs étrangers pour l'extraction, du raffinage, et la production de batteries. Mais là encore, la volonté des autorités de rester majoritaire dans ces futurs projets suscite des doutes parmi les investisseurs privés, qui avaient d'ores et déjà investi des sommes considérables dans l'extraction de ce minerai.

Contrairement à ces deux exemples, en Argentine, le gouvernement d'Alberto Fernandez n'a pas modifié en profondeur le cadre réglementaire, contribuant ainsi à la multiplication des projets d'investissements canadiens, allemands, français, australiens, japonais, américains, sud-coréen, et chinois. Les acteurs chinois, après avoir

⁶⁷ *Ibid.*

⁶⁸ *Ibid.*

⁶⁹ *Ibid.*

⁷⁰F-H, Cardoso, E, Faletto, E, *Dependency and development in Latin America*, 1979, University of California Press.

⁷¹ Cette nationalisation constitua un marqueur des gouvernements d'Evo Morales à la tête du pays, et lui donna les ressources nécessaires pour mener à bien ses ambitieuses politiques sociales.

été absents du marché argentin, ont multiplié depuis 2022 leurs annonces d'investissements dans le pays. La dernière d'entre elles a été réalisée par l'entreprise *Zijin Mining Group*⁷² en partenariat avec l'entreprise publique de production de pétrole *Yacimientos Petrolíferos Fiscales* (YPF). Si ce retard pouvait s'expliquer par la volonté de Pékin de voir stabiliser le cadre réglementaire avant de réaliser des investissements lourds en Argentine, les décisions d'investissement des principales entreprises chinoises de ce secteur - notamment *Ganfeng* et *CALT* – au Mexique et en Bolivie semblent incongrues. En effet, la nationalisation décrétée au Mexique n'a pas statué sur le sort des concessions déjà attribuées, notamment celles affectées au groupe *Ganfeng*. En Bolivie, *CALT* et *Citic Gouan* ont décidé de maintenir leurs investissements, malgré la loi votée par les gouvernements du MAS qui privilégie entreprise publique YLB, au détriment des acteurs extérieurs, qui disposent pourtant des technologies en mesure de transformer le lithium en batteries.

Comment expliquer ces choix d'investissement ? La réponse est politique : la Chine valorise ses relations d'État à État. Elle cherche à canaliser ses relations économiques et ses décisions d'investissements par les canaux diplomatiques – ce que ne font pas les entreprises occidentales, qui réalisent leurs choix d'investissements principalement en fonction de leur actionnariat et non pas en fonction des orientations gouvernementales. Ainsi, bien que les cadres réglementaires mis en œuvre dans la région concernant le lithium tendent à diluer le contrôle opérationnel des entreprises chinoises en Amérique latine, le fait que ces activités aient lieu dans des pays tels que la Bolivie, l'Argentine – dont Pékin est le premier partenaire commercial, et dans une moindre mesure le Chili et le Mexique, donne un levier supplémentaire à la Chine pour négocier politiquement les dividendes de ces exploitations partagées avec les chefs des exécutifs locaux. Comme nous le verrons dans la partie consacrée aux infrastructures dans cette note cette stratégie n'est pas exempte de risques, notamment lorsqu'une alternance politique a lieu et qu'elle se traduit par un refroidissement des relations bilatérales avec la Chine, à l'image de l'exemple brésilien sous Bolsonaro.

2.2 Un désinvestissement chinois en matière agricole ?

La Chine est le premier importateur mondial de soja, mais l'évolution de la dynamique agricole et les tendances commerciales à long terme posent question pour les pays producteurs d'Amérique du Sud. Au début des années 2000, la Chine représentait 25 % des achats mondiaux de soja. Deux décennies plus tard, les chiffres ont été multipliés plusieurs fois : au cours des cinq dernières années, ses importations ont oscillé entre 88 et 100 millions de tonnes, selon les données du ministère américain de l'agriculture, ce qui représente environ 60 % du commerce mondial. Pour l'Argentine et le Brésil, cette dynamique a été jusqu'à présent très rentable : plus de 90 % des exportations de soja de l'Argentine et 70 % de celles du Brésil y sont destinées.

Néanmoins, après deux décennies d'augmentation quasi constante, les importations de soja de la Chine ont connu des baisses et des interruptions périodiques depuis 2019, liées aux effets de la pandémie de Covid-19 et des épidémies de peste porcine africaine sur l'industrie porcine chinoise.

Cette tendance coïncide avec la volonté de la Chine d'augmenter la production nationale de soja, afin de réduire la dépendance à l'égard des importations. Cette stratégie s'inscrit dans le cadre d'une campagne nationale de sécurité alimentaire plus large. En 2022, la demande totale de soja de la Chine s'élevait à un peu plus de 115 millions de tonnes, dont plus de 80 % étaient couverts par les importations. La production nationale de soja a atteint 20 millions de tonnes l'année dernière et le gouvernement a fixé un objectif de plus de 35 millions de tonnes d'ici 2032 pour réduire cette dépendance. Ainsi, dans le cadre des évolutions économiques post-COVID

⁷² J. Gilbert, J. Attwood, « Litio en Argentina : esta sería la última inversión de China en la fiebre del oro blanco », *Bloomberg*, <https://www.bloomberglia.com/latinoamerica/argentina/litio-en-argentina-esta-seria-la-ultima-inversion-de-china-en-la-fiebre-del-oro-blanco/>, consulté le 31/07/23.

décidées par Xi Jinping, le secteur agricole pourrait être le premier secteur économique dans lequel l'Amérique latine ferait les frais du ralentissement des importations chinoises.

3. Projets d'infrastructures et terminaux logistiques

Les projets d'infrastructures constituent l'un des secteurs d'activité où la progression de l'influence chinoise en Amérique latine est la plus visible. En effet, ces derniers sont intensifs en capital, font l'objet d'arbitrages au plus haut niveau politique et engagent leurs constructeurs sur la durée. Or, sur ces trois volets, Pékin dispose de leviers considérables, compte tenu de ses ressources financières, de sa capacité à faire usage de sa diplomatie à des fins économiques, ainsi que de sa vision de long terme (résultat de l'absence d'alternances politiques).

3.1 La transformation de la politique chinoise d'investissements dans les infrastructures

Pour certains gouvernements latino-américains, cet engagement chinois est le bienvenu, compte tenu du déficit considérable en matière de construction d'infrastructures⁷³ et du manque d'intérêt des entreprises étatsuniennes et européennes des Bâtiments et Travaux Publics (BTP) en matière d'investissement dans la région. Par ailleurs, le manque de consolidation du secteur économique des BTP en Amérique latine, qui a été durement fragilisé par les suites judiciaires de l'opération *Lava Jato* durant la deuxième moitié des années 2010⁷⁴, a contribué à diminuer les niveaux d'investissement du secteur privé latinoaméricain.

Pour Pékin, miser sur les investissements dans les infrastructures permet de faire évoluer le profil de sa présence économique en Amérique latine⁷⁵. Si, durant les années 2000, la Chine avait surtout misé sur les prêts bilatéraux entre États (notamment avec le Venezuela, l'Argentine, l'Équateur et le Brésil), privilégier dorénavant les projets d'infrastructures est une opérationnalisation de son engagement. Ces investissements permettent d'afficher plus de transparence dans ses relations avec les pays de la région, mais aussi de diversifier et d'approfondir la présence économique chinoise dans la région, en prenant part à des appels d'offres dans des pays traditionnellement plus proches des États-Unis, comme la Colombie, le Mexique ou les pays d'Amérique centrale. La concrétisation de ce type de projets s'accompagne de l'arrivée sur place d'un écosystème économique chinois public et privé (installation de bureaux des banques d'investissement, de prestataires et maîtres d'œuvre), ce qui densifie les réseaux de Pékin dans chacun des pays où ces entreprises sont implantées, notamment dans les milieux économiques (et donc à l'extérieur de l'appareil de l'État stricto sensu).

Compte tenu de leur taille, la plupart de ces contrats sont soutenus par des accords bilatéraux ou des protocoles d'accord signés avec des organisations multilatérales ou des banques de développement – Banque interaméricaine de développement (BID), Banque de développement d'Amérique latine (CAF), Banque mondiale et Banque nationale de développement économique et social du Brésil (BNDES), pour ne citer que les plus importantes. Ainsi, bien que l'apport en capital reste majoritairement entre les mains d'acteurs chinois, la dimension strictement « chinoise » des projets tend à se diluer du fait de la participation de ces institutions financières internationales, contribuant à les rendre moins exposées politiquement auprès des gouvernements de la région.

⁷³ J-P, Brichetti, L, Mastronardi, M-E, Rivas, T, Serebrisky, B, Solis, « La brecha de infraestructura en América Latina y el Caribe: estimación de las necesidades de inversión hasta 2030 para progresar hacia el cumplimiento de los Objetivos de Desarrollo Sostenible », *Banque Interaméricaine de Développement*, DOI : <http://dx.doi.org/10.18235/0003759> , consulté le 26/06/23.

⁷⁴ G, Estrada, N, Bourcier, « Le naufrage de l'opération anticorruption « Lava Jato » au Brésil », *Le Monde*, consulté le 20/07/23.

⁷⁵ M, Myers, « China's Increasing Involvement in Latin America and the Caribbean », *The National Bureau of Asian Research*, consulté le 26/08/23.

Au cours de la période 2005-2022, 228 projets d'infrastructures ont été réalisés par la Chine en Amérique latine et les Caraïbes⁷⁶. Plus de cent milliards de dollars ont été consacrés au financement de ces travaux, qui ont généré plus de 720 000 emplois. Sur la période 2020-2022 (c'est-à-dire depuis le début de la pandémie), 90 projets d'infrastructures étaient en cours de construction, dans les secteurs suivants : terminaux logistiques, routes, autoroutes, chemins de fer, métros et aéroports. Si ce chiffre est considérable, les incertitudes concernant la croissance économique en Chine⁷⁷ pourraient compromettre à l'avenir la dynamique de croissance de ce type d'investissements.

La construction de routes représente environ un tiers des projets recensés. Parmi eux, la Bolivie est la première destination des investisseurs chinois : depuis 2013, les entreprises chinoises ont participé à plus de vingt projets de routes et de ponts. Parmi les entreprises agissant dans ce secteur, on trouve les géants de la construction *China Harbour Engineering (CHEC)* et *China Railway Construction Company*. De manière plus générale, Pékin a renforcé ses investissements dans la mobilité, notamment dans le secteur des transports en commun (métro). Si leur usage est civil, le fait de construire (Bogota⁷⁸) ou de réhabiliter (Mexico⁷⁹) les lignes de métro des grandes capitales régionales constituent indéniablement un facteur de rayonnement pour les entreprises chinoises face à la concurrence locale et internationale⁸⁰. Qui plus est, dans ces pays (traditionnellement acquis aux entreprises nord-américaines ou européennes.

En ce qui concerne les terminaux portuaires, plus grands récepteurs de financements chinois dans la région, une vingtaine de projets sont en cours de construction ou ont été achevés depuis 2005⁸¹. Ces projets varient considérablement en termes de type et d'échelle, et comprennent à la fois des accords de dragage et d'expansion pour la construction et/ou l'exploitation de ports entiers. Dans d'autres cas, les entreprises chinoises ont acquis des installations portuaires existantes. Ainsi, en 2014 et 2015, la compagnie *Cosco* a acquis deux terminaux dans le port de Santos au Brésil grâce à l'achat d'une participation majoritaire dans la société néerlandaise *Nidera* et de l'ensemble de la branche marchandises du groupe *Noble* basé à Hong Kong. L'investissement dans ce type d'actifs constitue un levier d'influence pour la Chine, non seulement sur le plan économique, mais aussi sur le plan politique – voire militaire. En effet, certains terminaux logistiques peuvent disposer d'une composante à double usage, civil et militaire, ce qui soulève des enjeux en matière de souveraineté pour les pays qui les accueillent. Cette question se pose avec d'autant plus d'acuité lorsque ces terminaux se trouvent dans des localisations stratégiques, à l'image du projet de port polyvalent à Río Grande, en Argentine, situé sur la côte nord-est de l'île Grande de Terre de Feu, et disposant d'un accès direct à l'océan Atlantique ainsi que d'un passage vers l'Antarctique. Ce port pourrait devenir à l'avenir la porte d'entrée de Pékin vers l'Antarctique, alors même que la Chine exploite quatre stations en Antarctique, dont deux stations permanentes (*Great Wall Station* et *Zhongshan Station*) et deux stations d'été (*Kunlun Station* et *Taishan Station*).

⁷⁶ E, Dussel, « Monitor of Chinese OFDI in Latin America and the Caribbean 2023 », *RED ALC- China*, consulté le 23/06/23. Il est à noter que, depuis 2017, le déclin des projets au Venezuela est notable.

⁷⁷ Direction Générale du Trésor, « Situation économique de la Chine », *Indicateurs et conjoncture*, consulté le 23/08/23, Direction générale du Trésor (economie.gouv.fr)

⁷⁸ A, Mugnier, « Le métro de Bogota, immense projet porté par la Chine sous financement mondial », *Observatoire français des nouvelles routes de la soie*, consulté le 27/07/23.

⁷⁹ Urban Transport Magazine, « New CRRC trains for Mexico City unveiled - Urban Transport Magazine », *Urban Transport Magazine*, consulté le 28/07/23.

⁸⁰ La participation des entreprises françaises à la construction de la première ligne du Métro de Mexico a été rendue possible, en bonne mesure, par la visite du Général de Gaulle au Mexique en 1964.

⁸¹ Des projets ont été annoncés ou sont en cours de construction au Pérou, Jamaïque, Brésil, Mexique, Trinité et Tobago, Chili, Honduras, Panama, Venezuela, Guyane, Suriname, Equateur, Colombie, Uruguay. Voir M, Myers, « China's Transport Infrastructure Investment in LAC: Five Things to Know », *Interamerican Dialogue*, consulté le 13/08/2023.

3.2 L'action de Cosco au Pérou et de China Communications Construction Company au Brésil : deux exemples de la stratégie d'investissements chinois dans les infrastructures

Le projet de construction du port de Chancay, au Pérou, constitue un bon exemple de la nouvelle stratégie d'investissement chinois dans la région. Ce port deviendra l'un des principaux points de départ pour les produits exportés par le Pérou, notamment le cuivre et d'autres minéraux (il reliera également le Chili, la Colombie et l'Équateur avec l'Asie et en particulier la Chine). Il ne s'agit pas d'un projet financé exclusivement par des capitaux chinois (3,5 milliards de dollars d'investissements pour construire 15 terminaux en mesure de recevoir plus de 5 millions de conteneurs par an) mais d'une coentreprise entre l'entreprise *Cosco Shipping Ports Chancay Peru*, une filiale du géant logistique chinois *Cosco*, et l'entreprise péruvienne *Volcan*, par le biais de sa filiale *Terminales Portuaires Chancay*.

Néanmoins, le contrôle effectif des installations portuaires restera entre des mains chinoises, en raison de la structure de l'actionariat du port. *Cosco* est actionnaire majoritaire, avec 60% du capital, alors que *Volcan* dispose des 40% restants. En contrôlant la co-entreprise, Pékin est en mesure de maintenir le pilotage des activités portuaires, y compris sur le plan de la sécurité. Cela n'est pas neutre au vu du double usage possible de ce port. Dans l'hypothèse où des navires chinois réaliseraient des activités illégales dans la Zone Économique Exclusive du Pérou (notamment de la pêche illégale de poissons), il n'est pas exclu que ces derniers puissent accoster dans le port de Chancay sans être inquiétés. Par ailleurs, le contrôle de ce terminal portuaire pourrait être utile pour la collecte de renseignements, notamment sur les navires, les itinéraires et les cargaisons.

Ce projet était censé représenter la transformation des investissements chinois en matière d'infrastructures. Néanmoins, ce dernier a fait l'objet de multiples signalements lors de sa construction, provoquant la colère des riverains et suscitant l'inquiétude de certaines autorités péruviennes. En octobre 2022, la construction du tunnel de Pervalvillo a entraîné l'effondrement partiel d'une rue de cette même ville, alors que de nombreuses maisons à proximité du port en travaux ont fait l'objet de fissures dans leurs murs. *Cosco* a estimé que la mauvaise qualité des bâtiments de cette ville était à l'origine de ces désagréments. Fin 2022, le comité de surveillance environnementale de la zone humide de Santa Rosa Chancay a averti que la construction affectait la flore et la faune de la zone protégée, sans que l'entreprise réagisse. Finalement, le bureau du procureur du Pérou a ouvert une enquête sur la construction du port, contraignant l'entreprise à suspendre temporairement les travaux. Si ces derniers ont par la suite repris, le coût en matière d'image pour *Cosco* a été considérable. En quelques années, le chantier de Chancay est devenu un nouveau symbole des risques environnementaux et sociaux soulevés par les projets d'infrastructures chinois en Amérique latine, prenant le relais du barrage *Coca Codo Sinclair* en Équateur⁸². Malgré tout, *Cosco* est arrivé à ses fins et a réussi à poursuivre les travaux de construction du barrage.

L'expérience du constructeur *China Communications Construction Company* (CCCC) au Brésil illustre un autre type de stratégie. La CCCC est une entreprise publique chinoise et l'une des plus grandes sociétés d'infrastructures au monde qui travaille dans le cadre de la *Belt and Road Initiative* (BRI). En Amérique latine, CCCC, via sa filiale *China Harbour Engineering Company* (CHEC), a participé à près d'un quart de l'ensemble des projets d'infrastructure de transport financés par Pékin. Outre le métro de Bogota, elle a participé à

⁸² R, Jimenez, A, Panchana, « Coca Codo Sinclair, el polémico proyecto de Ecuador que replantea la energía », *Dialogo Chino*, consulté le 28/06/23.

l'expansion du terminal à conteneurs de Colon, au Panama, ainsi que celui de Manzanillo au Mexique et le port de North Abaco aux Bahamas.

Ainsi, forte de cette expérience, la CCCC s'est posée d'emblée comme un acteur important du secteur lorsqu'elle s'est installée au Brésil en novembre 2016. À l'époque, le secteur des BTP était en pleine déliquescence du fait de l'opération *Lava Jato*, après la condamnation au Brésil et aux États-Unis des entreprises *Odebrecht*, *Camargo Correa*, *Andrade Gutierrez*, et du constructeur *OAS*. Afin de donner du crédit à cet objectif d'implantation sur le long terme dans le pays, CCCC a réalisé l'achat du constructeur *Concremat*, basé à Rio de Janeiro, dans la foulée de son arrivée dans le pays⁸³.

Par la suite, l'entreprise publique chinoise a annoncé une série d'initiatives majeures: un port à São Luís, dans l'État de Maranhão, capable d'exporter 10 millions de tonnes de céréales par an⁸⁴ ; un chemin de fer dans l'État de Pará censé relier les zones d'exploitation du minerai de fer en Amazonie aux principaux ports brésiliens, en collaboration avec le géant national de l'exploitation minière et de la logistique Vale⁸⁵ et, dans le cadre d'un partenariat public-privé avec le gouvernement de l'État de Bahia et le groupe *China Railway 20 Bureau* (CR20), un pont long de 12 kilomètres - le pont Salvador-Itaparica – censé devenir le plus grand pont au-dessus d'un cours d'eau en Amérique latine. Conformément à la stratégie d'implantation par le biais de la constitution de co-entreprises avec des acteurs locaux, CCCC a réalisé l'ensemble de ces opérations dans le cadre de co-entreprises avec des opérateurs locaux, dans certains cas, dans le cadre de partenariats public-privé. Néanmoins, cinq ans plus tard, aucun de ces grands projets n'est devenu réalité, alors même que le secteur du BTP brésilien ne s'est pas encore relevé de la crise structurelle suite à l'opération *Lava Jato* (2014-2022),

En 2022, CCCC a annoncé son retrait du port de São Luís⁸⁶. La vente de sa participation a été finalisée en février 2023, et ses actifs transférés à la société brésilienne *Cosan* pour 720 millions de reais (138 millions de dollars). Ses deux autres grands projets ont également été mis en veilleuse. Plusieurs facteurs explicatifs permettent d'expliquer les raisons de ce retrait. L'argument utilisé en public par le représentant de CCCC au Brésil, Helder Dantas, fut celui de « l'excessive bureaucratie⁸⁷ » existante au Brésil, ainsi que la difficulté pour trouver des financements auprès de partenaires locaux. Néanmoins, malgré ces démentis officiels, les mauvaises relations entre le régime de Pékin et le gouvernement Bolsonaro étaient de notoriété publique. Ainsi, les dirigeants chinois ont vu se réduire leur capacité à utiliser le levier étatique pour soutenir l'action de leurs entreprises au Brésil. Sans ce soutien, la concrétisation de ces projets était compromise, au vu des réactions (négatives) des populations locales à ces projets – notamment ceux ayant un impact environnemental important.

À la suite du retour au pouvoir de Lula, la relation bilatérale entre le Brésil et la Chine a repris des couleurs. Signe de ce rapprochement, Lula s'est déplacé à Pékin en avril 2023, dans le cadre d'une visite d'État, avec une large délégation d'entrepreneurs, dans l'espoir de relancer les échanges économiques sino-brésiliens. Mais malgré l'annonce de contrats significatifs, les projets de CCCC n'ont pas été l'objet d'annonces particulières. Le fait que le Brésil n'ait pas adhéré à la *Belt and Road Initiative* lors de cette visite⁸⁸ pourrait ne pas être étrangère à cette mise en sommeil des activités de CCCC au Brésil actuellement.

⁸³ Leaders League, « China Communications Construction Company (CCCC) Wishes to Invest in Brazil », *Leaders League*, consulté le 13/07/23.

⁸⁴ Infra PPP, « China's CCCC to invest Brazilian port terminal », *Infra PPP*, consulté 30/07/23.

⁸⁵ Reuters, « Brazil's Vale, China's CCCC to co-invest in steel plant », Reuters, consulté le 23/07/23.

⁸⁶ *Latinoamerica Sostenible*, « Informed decision: China Communications Construction Company withdraws from the construction of the Port of São Luís in the state of Maranhão », *Latinoamerica Sostenible*, consulté le 25/07/23.

⁸⁷ M, Scarramuzzo, « Porto da CCCC no Maranhão não sai do papel », *Valor Economico*, consulté le 30/07/23.

⁸⁸ M, Ninio, « Brasil não deve assinar adesão à 'Nova Rota da Seda' na visita de Lula à China, diz Haddad », *O Globo*, consulté le 30/07/23.

Ces deux exemples montrent qu'en dépit de la formulation d'une nouvelle stratégie d'investissement, faisant entrer des actionnaires locaux dans la structuration du financement des projets et la gestion opérationnelle des projets, le dialogue politique au niveau des États reste fondamental pour concrétiser des projets d'infrastructures en Amérique latine, et notamment pour ceux ciblés par les autorités chinoises. Il n'est pas anodin qu'aujourd'hui, le principal projet d'infrastructures de CCCC en Amérique latine soit la construction d'une des lignes du Train Maya⁸⁹, au Mexique, parmi les projets d'infrastructures prioritaires du Président Andrés Manuel Lopez Obrador.

4. La base industrielle et technologique de défense (BITD)

Selon les dernières données officielles disponibles pour 2019, la BITD de la RPC a exporté pour 4,9 milliards de dollars de biens et de services militaires. Ce chiffre est modeste comparé aux 10,4 milliards de dollars d'exportations de la Russie et aux 170 milliards de dollars des États-Unis⁹⁰, mais néanmoins suffisant pour que la Chine soit considérée comme un fournisseur majeur d'équipements militaires : 622 navires, 359 avions, 271 véhicules blindés et 159 missiles⁹¹. En termes de volume d'exportation d'armes, le pays reste donc derrière les États-Unis et la Russie, mais l'expansion rapide de son industrie militaire indique son potentiel à devenir un acteur plus important à l'avenir⁹².

Dans le cadre d'une analyse ciblée sur les récentes tendances en matière d'exportations d'armes, cette étude se concentre sur la période de 2018 à 2020. Entre ces années, la Chine a connu des niveaux variables d'exportations militaires à travers différentes catégories d'armes, mesurés à l'aide des Valeurs Indicatives de Tendances (TIV) – une méthode développée par l'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm (SIPRI) pour suivre de manière cohérente le volume des transferts internationaux d'armes, plutôt que leur valeur financière. Avec cette mesure, un total cumulé de 3 401 millions de TIV a été enregistré pour la Chine. Les exportations d'avions ont dominé, cumulant 1 205 millions de TIV sur les trois années, atteignant un pic en 2020 avec 463 millions de TIV. Une évolution remarquable a été observée dans les exportations de navires en 2019, qui ont grimpé à 622 millions de TIV contre 58 millions l'année précédente, mais qui sont ensuite redescendues à 65 millions en 2020. Bien que les systèmes de défense aérienne aient fait leur apparition dans le portefeuille d'exportation en 2020, ajoutant 127 millions de TIV, on a constaté des baisses régulières dans les exportations de missiles et d'artillerie tout au long de la période. Le sommet des contributions annuelles a été atteint en 2019, enregistrant 1 472 millions de TIV en exportations militaires.⁹³

Au tournant du millénaire, certains gouvernements latino-américains ont fait le choix de la coopération militaire avec la Chine en raison de sa capacité à proposer des accords plus abordables assortis de conditions moins contraignantes⁹⁴. Depuis 2000, des représentants militaires de la RPC ont effectué plus de deux cents visites en ALC pour rencontrer leurs homologues. Le pays a mis en place un forum de haut niveau sur la défense avec la CELAC et assure la formation professionnelle du personnel militaire de l'ALC⁹⁵. L'APL envoie également son

⁸⁹ CGTN Español, « CCCC trabajará conjuntamente con el Consorcio Mota-Engil México en el primer tramo del Tren Maya », *China Global Television Network*, consulté le 15/07/23.

⁹⁰ Département d'État des États-Unis, « Tableau II.e Valeur des livraisons d'armes et commerce total par pays, 2009-2019 », *World Military Expenditures and Arms Transfers 2021 Edition*, 2021, www.state.gov/wp-content/uploads/2022/01/WMEAT-2021-Tables-II-IV-Arms-Transfer-Deliveries-2009-2019.xlsx (page consultée le 12/07/2023).

⁹¹ Cortney Weinbaum *et al.*, « Assessing Systemic Strengths and Vulnerabilities of China's Defense Industrial Base », *Rand Research Reports*, 2022, www.rand.org/pubs/research_reports/RRA930-1.html (page consultée le 12/07/2023).

⁹² *Ibid.*

⁹³ Cortney Weinbaum *et al.*, « Assessing Systemic Strengths and Vulnerabilities of China's Defense Industrial Base », *Rand Research Reports*, 2022, www.rand.org/pubs/research_reports/RRA930-1.html (page consultée le 30/10/2023).

⁹⁴ Gonzalo S. Paz, « Rising China's "Offensive" In Latin America And The U.S. Reaction », *Asian perspective*, vol. 30, n° 4, 2006, p. 95-112.

⁹⁵ Leland Lazarus et Ryan C. Berg, « Washington doit répondre à la présence militaire croissante de la Chine en Amérique latine », *The Diplomat*, 14 mars 2022, <https://foreignpolicy.com/2022/03/14/china-latin-america-military-pla-infrastructure-ports-colombia/> (page consultée le 12/07/2023).

propre personnel militaire dans la région pour une formation spéciale à la guerre dans la jungle⁹⁶. La Chine a vendu des armes, des avions, des chars et d'autres équipements militaires à de nombreux pays d'ALC, dont le Venezuela, l'Argentine et la Bolivie. Enfin, la marine de l'APL (PLAN) a également visité de nombreux ports de la région, dont certains sont aussi proches des États-Unis que Cuba⁹⁷.

Contrairement à l'époque de la Guerre froide, où l'alignement des pays était clair, la dynamique géopolitique de l'ALC est aujourd'hui plus complexe. La Chine s'est notamment abstenue de conclure des alliances militaires formelles ou d'adopter une position frontalement contraire à celle des États-Unis. Elle n'a pas non plus essayé d'établir des bases militaires permanentes dans la région. **Il est intéressant de noter que les pays d'ALC dirigés par des gouvernements de gauche ont montré une plus grande propension à traiter de questions militaires avec la RPC.** Le Venezuela, la Bolivie et l'Équateur représentent la majeure partie des importations d'armes de l'ALC en provenance de Chine, ce qui témoigne de leur présence significative sur le marché⁹⁸.

4.1 Amérique du Sud : la région andine et le Cône sud

Le Venezuela, dirigé par Hugo Chávez (1999-2013) puis Nicolás Maduro (2013-), a noué des liens militaires étroits avec Pékin. Il a été l'un des premiers pays d'ALC à acheter du matériel militaire chinois, à savoir des avions d'entraînement à réaction K-8W Karakorum, des avions de transport Y-8, des véhicules blindés de transport de troupes VN-4 et des radars militaires⁹⁹. Le personnel militaire vénézuélien a été formé en Chine et a participé à des exercices militaires chinois tels que le concours de troupes aéroportées en 2017¹⁰⁰. L'APL s'est également rendue au Venezuela pour participer à des défilés militaires ainsi que pour dispenser une formation et un soutien à l'utilisation des systèmes militaires fabriqués en Chine. Le Venezuela a multiplié ses acquisitions militaires auprès de la Chine ces dernières années, à tel point que cette dernière est actuellement son principal fournisseur d'armes¹⁰¹. L'arsenal élargi comprend des mortiers, des lance-roquettes, divers véhicules de combat et amphibies, ainsi que des mitrailleuses lourdes. Des armes spécialisées telles que des armes antichars et anti-sous-marines l'ont également complété¹⁰². Bien qu'il ne soit pas suggéré que les forces armées du Venezuela soient directement formées par la Chine, l'augmentation de leurs capacités militaires ne peut être ignorée. Étant donné l'instabilité politique du Venezuela et ses capacités militaires renforcées, il y a une inquiétude concernant les capacités du gouvernement vénézuélien et ses forces armées, qui pourraient représenter une menace pour la Colombie, surtout si les tensions s'intensifient.¹⁰³

Sous la présidence de Rafael Correa (2007-2017), l'Équateur a noué des liens militaires importants avec la Chine, mais avec plus de difficultés que le Venezuela. En 2009, Quito a acheté des avions de transport MA-60 et a passé un contrat avec le *China Electronics Technology Group Corporation* (CETC) pour l'achat de radars de défense aérienne. Des questions relatives à l'adéquation et à l'intégration des équipements ont toutefois donné lieu à des litiges et, en 2013, le *CETC* a entamé un procès au gouvernement équatorien pour un montant de 280

⁹⁶ *Ibid.*

⁹⁷ *Ibid.*

⁹⁸ George Gurrola, « China-Latin America Arms Sales Antagonizing the United States in the Western Hemisphere? », *West Point Research Papers*, n° 114, 2018.

⁹⁹ Robert Evan Ellis, « China-Latin America Military Engagement: Good Will, Good Business, and Strategic Position », *SSI Research Report*, 1^{er} août 2011.

¹⁰⁰ Fang Tian, « China to hold international airborne troops contest », *People's Daily Online*, 28 juillet 2017, <http://en.people.cn/n3/2017/0728/c90000-9248130.html> (page consultée le 12/07/2023).

¹⁰¹ Control Ciudadano, *Fuerza Armada Nacional Bolivariana. Adquisición, recepción e incorporación de armamento y material militar. Período 2017-2021*, Caracas, Asociación Civil Control Ciudadano, 2021.

¹⁰² Dialogo Americas, « China Cements Ties with Venezuela through Arms Sales », *Dialogo*, 19 janvier 2022, <https://dialogo-americas.com/articles/china-cements-ties-with-venezuela-through-arms-sales/#.ZGFaEHbMImE> (page consultée le 12/07/2023).

¹⁰³ Robert Evan Ellis, « Testimony to the Subcommittee on Western Hemisphere Affairs. The Influence of Extra-Hemispheric Actors on the Crisis in Venezuela », Commission des affaires étrangères : Chambre des représentants des États-Unis, 3 septembre 2017, <https://docs.house.gov/meetings/FA/FA07/20170913/106398/HHRG-115-FA07-Wstate-EllisR-20170913.pdf> (page consultée le 13/07/2023).

millions de dollars¹⁰⁴. Malgré cela, l'Équateur a continué à acheter des équipements militaires chinois. En 2015, il a acquis 709 véhicules militaires, principalement à *Sinotruk*, le fabricant de camions appartenant à l'État chinois, dans le cadre d'un accord d'une valeur de 81 millions de dollars¹⁰⁵. Ces liens militaires de plus en plus étroits ont suscité l'ire des États-Unis, qui ont accusé l'Équateur de porter atteinte à la sécurité régionale et à la démocratie¹⁰⁶. En réponse à l'influence grandissante de la Chine, Washington a promu les liens avec d'autres partenaires régionaux. L'Équateur n'en a pas moins poursuivi sa collaboration avec la Chine en matière de formation de personnel militaire (moins importants que dans le cas du Venezuela toutefois), tout en continuant à s'appuyer largement sur les doctrines militaires américaines et européennes¹⁰⁷.

Sous le mandat du président Evo Morales (2006-2019), la Bolivie a considérablement renforcé ses relations militaires avec la RPC. Le gouvernement a sollicité la Chine pour l'acquisition de six hélicoptères Harbin H-425 et d'une gamme variée de véhicules militaires (notamment 31 véhicules blindés)¹⁰⁸. Mais les relations bilatérales ne se limitent pas à ces acquisitions. La Bolivie participe à des visites institutionnelles, à des exercices d'entraînement et à des formations militaires professionnelles en Chine¹⁰⁹. En juillet 2016, le gouvernement chinois a fait don aux forces armées boliviennes de 31 véhicules d'assaut et anti-émeutes d'une valeur totale de huit millions de dollars¹¹⁰. L'étendue exacte de la coopération militaire actuelle entre la Bolivie et la Chine reste inconnue.

Le Pérou s'est efforcé de respecter un équilibre stratégique en matière de coopération et d'acquisitions militaires, en maintenant des liens avec les États-Unis et avec la Chine. En 2011, des représentants militaires péruviens ont effectué une visite officielle en Chine dans le cadre d'initiatives de formation et ont mené un exercice militaire conjoint avec l'APL¹¹¹. En 2014, le Pérou a franchi une étape importante en passant un contrat avec la Chine pour 40 véhicules de lancement de fusées multiples de type 90B¹¹². Bien que 27 seulement aient été effectivement livrés à ce jour, cette transaction a marqué une première étape cruciale dans la coopération militaire. Elle a également donné lieu à une enquête sur la corruption des autorités péruviennes, ce qui témoigne de la complexité et de l'opacité des relations bilatérales¹¹³. Ces dernières années, la coopération militaire entre Lima et Pékin s'est réduite. Cependant, Lima semble céder à la RPC un contrôle croissant de ses infrastructures critiques, telles que l'approvisionnement en électricité et les ports. Ceci a suscité des inquiétudes à Washington.¹¹⁴

L'Argentine, sous les gouvernements péronistes de gauche de Nestor Kirchner (2003-2007) et Cristina Fernández (2007-2015), a acheté quatre véhicules blindés chinois WMZ-551 et négocié 20 chasseurs FC-1 et 110 véhicules blindés VN-1. L'Argentine a également envoyé son personnel militaire en Chine dans le cadre d'activités de formation professionnelle et d'échanges institutionnels, tout en accueillant deux frégates lance-

¹⁰⁴ « L'entreprise chinoise CETC qui a vendu des radars demande 280 millions de dollars à l'Équateur », *El Universo*, 7 novembre 2016, www.eluniverso.com/noticias/2016/11/07/nota/5892721/empresa-que-vendio-radares-pide-280-millones-estado/ (page consultée le 13/07/2023).

¹⁰⁵ Robert Evan Ellis, « El apalancamiento de Ecuador sobre China para conseguir una vía alternativa de política y desarrollo », *Air & Space Power Journal*, 4^e Trimestre 2018.

¹⁰⁶ George Gurrola, art. cité.

¹⁰⁷ Robert Evan Ellis, « El apalancamiento de Ecuador sobre China para conseguir una vía alternativa de política y desarrollo », art. cité.

¹⁰⁸ Robert Evan Ellis, « Chinese Engagement with Bolivia... », art. cité.

¹⁰⁹ *Ibid.*

¹¹⁰ « China is Interested in Increasing Military Ties with Bolivia », *Prensa Latina*, 28 décembre 2016, www.adelante.cu/index.php/en/noticias/world/8292-china-is-interested-in-increasing-military-ties-with-bolivia (page consultée le 13/07/2023).

¹¹¹ Javier Ernesto Ramírez Bullón, « La adaptación del Perú ante el ascenso de China a inicios del siglo XXI: entre el pragmatismo y la aquietencia », *Agenda Internacional*, vol. 28, n° 39, 2021, p. 119-149.

¹¹² Inigo Guevara, « Peru receives Chinese missile launchers », *Shephard News*, 23 juillet 2015, www.shephardmedia.com/news/landwarfareintl/peru-receives-chinese-missile-launchers/ (page consultée le 13/07/2023).

¹¹³ Peter Watson, « Perú investiga la adquisición de los lanzadores múltiples Norinco a China », *Infodefensa*, 5 janvier 2017, www.infodefensa.com/texto-diario/mostrar/3079068/peru-investiga-adquisicion-lanzadores-multiples-norinco-china (page consultée le 13/07/2023).

¹¹⁴ <https://www.ft.com/content/2c77be69-60d7-4d5c-a0c6-c7978bde3888>

missiles de la PLAN lors d'une escale en 2013. La coopération militaire sino-argentine a diminué sous le gouvernement de Mauricio Macri (2015-2019), qui a limité les achats d'équipements militaires et d'autres liens avec la RPC pour préserver ses relations avec Washington¹¹⁵. Des rapports récents indiquent que Pékin a fait pression sur Buenos Aires pour acheter les nouveaux avions *Chengdu JF-17 Thunder Block Three*, produits en collaboration avec le Pakistan. Parallèlement, Washington est également entré dans la compétition, plaidant fortement en faveur des F-16 d'occasion, provenant du Danemark.¹¹⁶ Finalement, l'Argentine a opté pour le F-16, Washington ayant approuvé la vente de d'un nombre significatif d'avions d'occasion en mi-octobre 2023¹¹⁷. En janvier 2024, il a été rapporté que le nouveau président élu de l'Argentine, Javier Milei, a accepté de procéder à l'achat de 24 de ces avions fabriqués aux États-Unis¹¹⁸.

Cette compétition géopolitique continue : selon de récentes informations, Pékin fait pression sur Buenos Aires pour obtenir l'autorisation de construire une base navale à Ushuaïa, dans la province de la Terre de Feu. Une telle base céderait à la Chine le contrôle du passage entre les océans Atlantique et Pacifique, tout en lui servant de porte d'entrée vers l'Antarctique¹¹⁹.

D'autres pays d'Amérique du Sud ont entretenu des relations plus limitées avec la Chine. Le Chili, par exemple, a participé à des échanges et à des exercices conjoints, mais n'a pas acheté de matériel militaire chinois. Cela pourrait s'expliquer par une volonté de maintenir une diversité dans ses partenariats stratégiques et de ne pas dépendre excessivement d'un seul fournisseur, surtout dans un domaine aussi sensible que la défense. La Colombie a invité des soldats de l'APL à son cours de forces spéciales en 2017, mais n'a pas renouvelé l'opération par la suite¹²⁰. Cette décision peut refléter des considérations de politique intérieure, où l'alignement avec des puissances occidentales est traditionnellement plus fort. En 2022, l'Uruguay a annoncé son intention de remplacer ses avions A-37 par une capacité d'interception des avions à vol rapide. La Chine aurait suggéré l'avion *Hongdu L-15 LIFT (Lead-In Fighter Trainer)*¹²¹, tandis que Washington a proposé à Montevideo des avions, des hélicoptères, des armes et d'autres équipements militaires. Selon certaines informations, les États-Unis voulaient dissuader l'Uruguay d'acheter du matériel de défense à la Chine¹²². Cette décision souligne l'inquiétude croissante de Washington concernant l'influence grandissante de la Chine en Amérique du Sud. Étant donné que les États-Unis ont historiquement considéré l'Amérique latine comme leur sphère d'influence, la présence croissante de la Chine dans la région est vue avec appréhension¹²³.

4.2 Les Caraïbes : Cuba et au-delà

Premier pays de l'ALC à établir des liens diplomatiques avec la RPC, Cuba entretient des relations étroites avec cette dernière. Sous les gouvernements successifs de Fidel Castro (1959-2008), Raul Castro (2008-2018) et Miguel Díaz-Canel (2018-), les entretiens de haut niveau entre les ministres de la Défense chinois et cubain ont toujours été réguliers, et les promesses de renforcement de la coopération en matière de défense sans cesse réaffirmées. Cuba a accueilli des navires de guerre de la PLAN et le navire-hôpital *Peace Ark* lors de visites

¹¹⁵ Robert Evans Ellis, « Chinese Security Engagement in Latin America », art. cité.

¹¹⁶ <https://breakingdefense.com/2023/09/in-argentin-as-fighter-competition-washington-and-beijing-fight-for-regional-influence/>

¹¹⁷ <https://www.wilsoncenter.org/blog-post/f-16s-argentina>

¹¹⁸ <https://www.cronista.com/economia-politica/argentina-comprara-a-ee-uu-los-aviones-supersonicos-y-deja-afuera-a-china/>

¹¹⁹ Guillermo Saavedra, « China Pressures Argentina to Build Naval Base », *Dialogo Americas*, 3 janvier 2023, <https://dialogo-americas.com/articulos/china-pressures-argentina-to-build-naval-base/#.ZGFnKnBIMmF> (page consultée le 13/07/2023).

¹²⁰ Fuerzas Militares de Colombia, « Generales de la República Popular de China, visitan la Escuela de Lanceros, conociendo mediante el entrenamiento militar, su mística y tradiciones que la caracterizan », Twitter, 19 décembre 2017, <https://twitter.com/fuerzasmilcol/status/943219410755563520> (page consultée le 13/07/2023).

¹²¹ Santiago Rivas, « Uruguay y el reemplazo de su aviación de combate », *Pucará Defensa*, 11 mai 2022, www.pucara.org/post/uruguay-y-el-reemplazo-de-su-aviaci%C3%B3n-de-combate (page consultée le 13/07/2023).

¹²² Aero-Naves, « Estados Unidos suministrará aviones y helicópteros a Uruguay », *Aero Naves*, 7 février 2023, <https://aero-naves.com/2023/02/07/estados-unidos-suministrara-aviones-y-helicopteros-a-uruguay/>.

¹²³ <https://merics.org/en/chiles-once-pioneering-relationship-china-turning-dependency>

portuaires¹²⁴. Bien que les achats spécifiques ne soient pas largement rendus publics, on sait que Cuba a acquis des chars, des systèmes antiaériens et d'autres matériels militaires fabriqués en Chine¹²⁵. Toutefois, on ne sait pas avec certitude si ces achats ont été effectués récemment ou par le passé et l'étendue exacte de la coopération militaire actuelle de Cuba avec la RPC demeure opaque¹²⁶.

La récente visite d'État de M. Díaz-Canel à Pékin en novembre 2022 témoigne de leur bonne relation, mais rien n'indique que leurs discussions aient porté sur les affaires militaires. À la suite de cette visite, La Havane et Pékin ont publié une déclaration commune en dix-huit points, dans laquelle ils se sont engagés à renforcer leur coopération. Il y est également indiqué que « *la Chine soutient fermement la juste lutte du peuple cubain pour défendre sa souveraineté nationale et s'opposer à l'ingérence et au blocus étrangers*¹²⁷ », un point central compte tenu de la proximité géographique et des relations entre l'île et les États-Unis.

Alors que Cuba se présente comme un exemple notable de la coopération militaire de la Chine dans les Caraïbes, son influence s'étend également à d'autres nations de la région. La Barbade, le Guyana, Trinité-et-Tobago et la Jamaïque ont tous bénéficié de l'aide militaire chinoise¹²⁸. Par exemple, la vente d'un navire de patrouille hauturière à Trinité-et-Tobago en 2014 et un don de matériel non légal d'une valeur de 1,1 million de dollars à la Force de défense de la Jamaïque en 2011 mettent en évidence l'expansion de la présence chinoise¹²⁹. Cependant, lorsque l'on considère ces investissements dans le spectre plus large des partenariats de défense de la Chine sur le plan international, ils peuvent être vus comme faisant partie d'une stratégie plus vaste visant à renforcer les liens dans une région historiquement influencée par l'Occident. L'aide de la Chine à ces nations caribéennes, bien que modeste comparée à ses engagements dans les pays plus grands, souligne son intention de tisser un réseau diversifié de partenariats, et répond également à une volonté des pays caribéens d'étendre l'étendue de leurs relations au-delà des partenaires traditionnels.

5. Le secteur énergétique

Les investissements chinois dans ce secteur sont plutôt bien accueillis en Amérique latine, où l'insuffisance des infrastructures énergétiques nuit à la compétitivité économique, impose des coûts élevés aux ménages et aux entreprises et entraîne des coupures d'électricité dans de nombreux territoires. Pourtant, les projets énergétiques chinois se heurtent parfois à la résistance des acteurs publics, des collectivités locales et de la société civile.

5.1 Une politique chinoise de contrôle du secteur énergétique au Chili, au Pérou et au Brésil

Au Pérou, la société *China Three Gorges* et les entreprises chinoises apparentées ont été accusées d'adopter un comportement oligopolistique¹³⁰, compte tenu de leur forte présence dans le secteur de l'électricité¹³¹. Ces craintes se sont accrues en 2020, lorsque *China Yangtze Power*, une filiale de *China Three Gorges*, a annoncé

¹²⁴ Jeff Franks, « Chinese navy hospital ship visits Cuba, Caribbean », *Reuters*, 22 octobre 2011, www.reuters.com/article/idINIndia-60058520111021 (page consultée le 13/07/2023).

¹²⁵ https://www.armyupress.army.mil/Portals/7/military-review/Archives/English/MilitaryReview_20081031_art011.pdf

¹²⁶ Robert Evans Ellis, « Chinese Security Engagement in Latin America », art. cité.

¹²⁷ « China and Cuba: an exemplar of solidarity and cooperation between socialist countries », *Friends of Socialist China*, 30 novembre 2022, <https://socialistchina.org/2022/11/30/china-and-cuba-an-exemplar-of-solidarity-and-cooperation-between-socialist-countries/> (page consultée le 13/07/2023).

¹²⁸ Diana Roy, « China's Growing Influence in Latin America », *Council on Foreign Relations*, 15 juin 2023, www.cfr.org/backgrounder/china-influence-latin-america-argentina-brazil-venezuela-security-energy-bri (page consultée le 13/07/2023).

¹²⁹ Robert Evans Ellis « China's Advance in the Caribbean », *Wilson Center-Latin America Programme*, octobre 2020, www.wilsoncenter.org/sites/default/files/media/uploads/documents/China%E2%80%99s%20Advance%20in%20the%20Caribbean.pdf (page consultée le 13/07/2023).

¹³⁰ Indecopi, « Comisión Indecopi amplía el plazo para evaluar la solicitud de adquisición de Luz del Sur » (consulté le 20/06/2023)

¹³¹ El Peruano, « La concentración empresarial y el futuro de las inversiones en el sector eléctrico » (consulté le 20/06/2023)

son intention d'acquérir *Luz del Sur*, la plus grande entreprise de services publics du Pérou, chargée de fournir de l'électricité au sud de Lima. Dans le cadre de cette opération, *China Yangtze Power* prendrait également des participations dans *Inland Energy*, qui a participé à la construction du barrage *Santa Teresa I* et des centrales électriques *Santa Teresa II*, *Llucilla* et *Lluta*. *China Three Gorges* détient également des participations dans les barrages péruviens de *Chaglla* et *San Gaban III*¹³². Néanmoins, ces craintes n'ont pas empêché *China Southern Power Grid*, d'acheter les actifs de l'opérateur italien *ENEL* dans ce pays, évalués à près de 3 milliards de dollars pour les activités de distribution d'énergie uniquement¹³³.

Le Chili s'est également inquiété d'une concentration malsaine des actifs du secteur de l'énergie entre les mains d'un seul acteur étranger¹³⁴. Le procureur économique national du pays a examiné de près les acquisitions chinoises après que *China Southern Power Grid* ait acheté une participation dans la société de transmission d'énergie *Transelec* en 2018 et que *State Grid* ait acheté le distributeur d'énergie *Chilquinta Energía* en 2019 et *Compañía General de Electricidad* (CGE) en 2020. Avec l'achat de GCE, *State Grid* contrôlait plus de 57 % de la distribution d'énergie réglementée au Chili. Toutefois, les régulateurs chiliens ont finalement approuvé les acquisitions chinoises.

La présence de la Chine dans le secteur énergétique brésilien est également en plein essor. Trois secteurs ont connu un engagement croissant des entreprises énergétiques chinoises : le pétrole et le gaz, les énergies renouvelables et le transport d'énergie. Dans le cas particulier de l'électricité, les investisseurs, fabricants, fournisseurs de services d'ingénierie et institutions financières chinoises ont investi des capitaux considérables, devenant ainsi l'un des principaux acteurs du marché. Selon les données fournies par l'observatoire des investissements chinois en Amérique latine de l'Inter-American Dialogue, la Chine a investi 36,5 milliards de dollars au Brésil de 2005 à 2019¹³⁵. Cette multiplication d'investissements, réalisée principalement à partir de l'année 2010¹³⁶, a eu lieu sans qu'il n'existe de débats portant sur les implications en termes de sécurité nationale pour le Brésil ou de distorsion de la concurrence, alors même qu'il s'agit d'un secteur régulé par une autorité de régulation indépendante (ANEEL). Les entreprises chinoises (notamment *State Grid* et *China Three Gorges*, CTG¹³⁷) possèdent en totalité ou en partie 304 centrales électriques au Brésil, ce qui représente 10 % de la capacité nationale de production d'énergie. Près de la moitié de la capacité de production d'énergie hydroélectrique de São Paulo est détenue par des entreprises chinoises. Les entreprises de ce pays possèdent également environ 12 % de l'infrastructure de transmission d'énergie. Tout porte à croire que cette dynamique va se renforcer dans les années à venir, étant donné que la nouvelle politique énergétique du gouvernement Lula vise à renforcer le poids des énergies renouvelables dans le mix énergétique du pays – c'est-à-dire dans un secteur où les énergéticiens chinois sont particulièrement compétitifs. Le « *plan d'accélération de la croissance* » (PAC) présenté par le Président Lula le 11 août 2023 a pour ambition d'augmenter les

¹³² L'institut national péruvien pour la défense de la libre concurrence et la protection de la propriété intellectuelle a finalement approuvé l'accord, mais il a exigé que *Luz del Sur* achète son électricité par le biais d'enchères publiques jusqu'en 2030 afin de garantir des conditions de concurrence équitables pour les autres producteurs d'énergie du pays.

¹³³ Zone Bourse, « Enel accepte de vendre deux actifs péruviens à la société chinoise CSGI pour 2,9 milliards de dollars » (visité le 14/06/2023)

¹³⁴ Systep, « Con compra de CGE, china State Grid tendría casi 60% de la distribución eléctrica de Chile » (consulté le 12/06/2023)

¹³⁵ M, Myers, R, May, « China – Latin America Finance Databases », China-Latin America Finance Databases - The Dialogue (visité le 10/06/2023)

¹³⁶ A, Cunha, G, Vanderlei (2017), *China-Brazil technical cooperation: An analysis of the Incorporation Movements of the State Grid Corporation in the Brazilian Energy Sector*, Vista de China-Brazil technical cooperation: An analysis of the Incorporation Movements of the State Grid Corporation in the Brazilian Energy Sector | Revista Internacional de Cooperación y Desarrollo (usb.edu.co) (visité le 06/06/2023)

¹³⁷ Les entreprises ou co-entreprises chinoises ayant une activité au Brésil sont les suivantes (jusqu'en 2021) : Sur le plan de la production d'électricité : *State Grid*, *China Latin America Industrial Cooperation* (CLAI) *Investment Fund*, *State Power Investment Corporation* (SPIC), *China General Nuclear Power Group* (CGN), *China International Trust and Investment Corporation* (CITIC), *China Latin America Investment* (CLAC) *Fund*, *Jiangsu Communication Clean Energy Technology* (CCETC), *Zhejiang Energy* et le consortium *China Three Georges* (CTG) avec *Energias de Portugal* (EDP). Concernant la transmission, il s'agit d'*CEE Power*, *Zhejiang Insignia United Engineering*, *State Grid*, et le consortium CTG avec EDP. Finalement, sur le plan de la distribution, les entreprises *State Grid* et le consortium CTG avec EDP sont actives au Brésil.

investissements publics et privés dans l'éolien offshore, l'énergie solaire et la biomasse, notamment dans le nord-est du pays, qui dispose d'un grand potentiel en la matière du fait de sa géographie. De ce fait, les besoins en matière de transmission d'électricité depuis ces centres de production vers le sud-est (où se trouvent les principaux pôles de consommation énergétique : les états de São Paulo, Minas Gerais et Rio de Janeiro notamment) auront tendance à augmenter. Compte tenu de l'importance prise ces dernières années par les énergéticiens chinois dans ce secteur (notamment *State Grid*), il est probable que l'influence de Pékin se renforce dans les années à venir, dans l'hypothèse où l'opérateur de capital mixte *Eletrobras* (ancienne entreprise publique brésilienne de production et de distribution d'électricité) ne voit pas sa gouvernance évoluer au profit de l'État. Si cette possibilité venait à se confirmer, la centralité d'*Eletrobras* dans le marché électrique brésilien pourrait revenir à l'ordre du jour.

5.2 Transformations de la politique énergétique chinoise dans la région

Durant la deuxième partie des années 2010, le secteur énergétique latino-américain – et plus largement, le secteur de l'ingénierie civile – a vécu une période de fortes turbulences économiques. L'opération *Lava Jato* (2014-2022)¹³⁸, lancée au Brésil et aux multiples ramifications dans la plus grande partie de l'Amérique latine, s'est traduite par un désinvestissement massif des grandes entreprises brésiliennes d'ingénierie civile dans les grands projets d'infrastructure, et notamment dans le secteur énergétique. Ainsi, la vente de certains actifs d'*Odebrecht* (principale entreprise brésilienne d'ingénierie civile présente en Amérique latine)¹³⁹ afin de régler les pénalités imposées par le Département de la Justice des États-Unis a permis aux entreprises chinoises de renforcer leur présence dans la région à un coût inférieur à celui du marché.

Néanmoins, si Pékin a su utiliser à son profit cette opération pour renforcer sa présence dans ce secteur, il est important de souligner que cette expansion est avant tout le fruit d'une stratégie menée par les autorités publiques chinoises. Le 13^{ème} plan quinquennal de développement de l'énergie de la Chine, qui fixe des objectifs de développement énergétique pour la période 2016-2020, promeut explicitement la coopération internationale dans ce domaine : les entreprises étatiques chinoises sont encouragées à participer aux grands projets énergétiques étrangers¹⁴⁰.

Le cas du Honduras constitue un bon exemple de cette politique. Jusqu'en 2023, Tegucigalpa constituait l'un des derniers États d'Amérique centrale à reconnaître Taiwan. Alors que l'île a investi des montants considérables pour maintenir ses relations bilatérales avec le pays centraméricain, notamment en matière éducative et technologique, la volonté de Pékin d'investir dans le secteur des infrastructures, notamment en matière énergétique, a contribué à faire évoluer la position diplomatique hondurienne. Ainsi, en mars 2023, le Honduras a officiellement mis fin à ses relations diplomatiques avec Taïwan. De manière concomitante, Pékin a annoncé son souhait d'étendre sa coopération en matière énergétique avec Tegucigalpa¹⁴¹, par le biais d'un prêt de la Banque industrielle et commerciale de Chine afin de réaliser le développement et la construction du barrage hydroélectrique *Patuca III* par le constructeur chinois *Sinohydro*. Ce barrage, capable de produire 104 MW d'énergie, serait le deuxième plus grand du pays, ce qui permettrait de mettre fin aux problèmes d'approvisionnement électrique de la province d'Olancho. Cette opération financière fait suite à un prêt de 287 millions de dollars pour le barrage *Patuca II*, qui a été mis en service en 2021.

¹³⁸ G, Estrada, N, Bourcier, « Le naufrage de l'opération anticorruption « Lava Jato » au Brésil », Le Monde (consulté le 02/08/2023)

¹³⁹ M, Aquino, *Odebrecht firma venta de hidroeléctrica en Perú con grupo liderado por firma china*, Reuters (consulté le 01/08/2023)

¹⁴⁰ D, Becard ; A, Carlos Lessa ; L, Urrejola (2020), *One Step Closer: The Politics and the Economics of China's Strategy in Brazil and the Case of the Electric Power Sector*, in R, Bernal, L, Xing (2020), *China-Latin America Relations in the 21st Century*, Palgrave MacMillan, London, pp. 55-81 DOI:10.1007/978-3-030-35614-9_3

¹⁴¹ I, Woodford, G, Palencia, S, Kinoshian, « Debts and investment spur Honduran change of allegiance to China », Reuters (consulté le 11/07/2023)

L'énergie nucléaire fait partie d'un nouveau domaine de coopération en matière énergétique. L'exportation et l'exploitation de ce type de technologies constitue un sujet extrêmement sensible, compte tenu des enjeux en matière de prolifération nucléaire, plaçant les États au cœur des négociations. D'autre part, en Amérique latine (qui, suite au traité de Tlatelolco de 1968, a dénucléarisé son territoire sur le plan militaire), la question de l'usage du nucléaire civil en tant que moyen de production d'électricité a été l'objet d'âpres négociations, notamment entre le Brésil et l'Argentine¹⁴² à la fin des dictatures militaires et l'avènement de la démocratie.

Ainsi, l'Argentine, qui avait débuté la construction d'un programme nucléaire civil dans les années 1980, a décidé de relancer cette politique au début des années 2000, durant le mandat du président Nestor Kirchner. Un rapprochement a été réalisé avec Pékin à cette occasion, afin de construire la centrale d'*Atucha III*, dans la province de Buenos Aires. Néanmoins, malgré la signature d'un contrat avec la *Corporation Nucléaire Nationale Chinoise* (CNNC) en 2015 (et donc, sous le mandat de Cristina Kirchner), l'alternance politique et l'arrivée du gouvernement de centre-droit de Mauricio Macri a interrompu cette coopération sino-argentine. Lors du retour des péronistes au pouvoir, en 2022, cette coopération a été reprise. Le nouvel accord prévoit des investissements de deux milliards de dollars US concernant les produits et services en provenance de Chine (ainsi que de pays tiers), et 32 milliards de pesos (soit l'équivalent de 3,8 milliards de dollars US) pour les matériaux provenant de fournisseurs argentins, bien que le montant total de la contribution de chaque pays n'ait pas été indiqué¹⁴³. Grâce à ces investissements, une centrale de 800 MW sera conçue, construite et exploitée par l'entreprise publique argentine *Nucleoeléctrica Argentina*, tandis que la société nucléaire chinoise *CNNC* fournira l'assistance technique, les équipements et les services nécessaires à l'exploitation de l'installation.

6. Le secteur des télécommunications (5G)

Au cours des vingt dernières années, la Chine est devenue un leader dans le domaine des technologies de l'information et de la communication (TIC). Ce succès est le résultat d'une stratégie engagée avant 2018 et destinée à réduire la dépendance à l'égard des technologies étrangères. Aujourd'hui, ce secteur est devenu un point de discordance crucial entre les États-Unis et la Chine. Mais, la Chine souhaite également établir des normes mondiales adaptées à sa propre technologie, ce qui aurait de graves répercussions sur l'économie et la sécurité nationale des États-Unis et d'autres pays. La poursuite par la Chine de la domination technologique en matière de 5G, alors qu'elle s'efforce de prendre la tête dans l'établissement des normes, les brevets et la chaîne d'approvisionnement mondiale, présente des implications doubles pour les États-Unis. Sur le plan économique, cette course expose les États-Unis au risque de prendre du retard, avec potentiellement des répercussions sur la création d'emplois, l'innovation technologique et la compétitivité économique globale. Parallèlement, en termes de sécurité, le contrôle de la Chine sur l'infrastructure 5G suscite des inquiétudes quant à la vulnérabilité des réseaux de communication critiques face à l'espionnage potentiel et aux cyberattaques, ce qui constitue un risque majeur pour la sécurité nationale des États-Unis¹⁴⁴. De plus, l'Initiative Clean Networks, une démarche américaine, vise à renforcer la cybersécurité en limitant l'influence des entreprises technologiques chinoises, comme Huawei, dans les réseaux de télécommunications mondiaux, tout en soulignant l'importance de l'interopérabilité entre les différentes infrastructures de communication pour garantir une connectivité mondiale fiable et sécurisée¹⁴⁵.

¹⁴² A. Sotomayor, « Civil-Military Affairs and Security Institutions in the Southern Cone: The Sources of Argentinean-Brazilian Nuclear Cooperation », *Latin American Politics and Society*, vol. 46, no 4, 2004

¹⁴³ Ministerio de Economía, « Atucha III: después de 41 años, se construirá una nueva central nuclear argentina », Argentina.gov.ar (consulté le 15/07/2023)

¹⁴⁴ https://www.brookings.edu/wp-content/uploads/2020/04/FP_20200427_5g_competition_turner_lee_v2.pdf

¹⁴⁵ <https://2017-2021.state.gov/the-clean-network/>

Le mercantilisme techno-nationaliste de la Chine et son intention d'exporter son modèle technocratique-autoritaire suscitent des inquiétudes dans le monde entier. En conséquence, certains pays, notamment les membres de l'alliance des services de renseignements *Five Eyes* – Royaume-Uni, États-Unis, Canada, Australie et Nouvelle-Zélande – ont exclu *Huawei* de leurs réseaux 5G¹⁴⁶. Malgré ces revers, les réseaux 5G fabriqués par la Chine se développent rapidement, en particulier en Afrique et en ALC. L'accent stratégique mis par la Chine sur l'Amérique latine signifie qu'elle est prête à accroître son influence dans le paysage mondial de la 5G. Le fait qu'elle y ouvre la voie constitue un changement important dans la dynamique géopolitique de la révolution numérique¹⁴⁷.

Huawei a annoncé son intention d'étendre son infrastructure *cloud* à toute la région latino-américaine, soulignant ainsi le rôle essentiel des services *cloud* dans le développement de la 5G en tant que plateforme de connexion universelle¹⁴⁸. Quatrième fournisseur du secteur, l'entreprise est résolue à accroître sa part de marché, dans le cadre d'un plan plus large visant à s'imposer comme une force incontournable dans le domaine de l'informatique *cloud* et du développement de la 5G¹⁴⁹.

Dans l'ensemble, les données suggèrent que la pénétration du marché par la Chine s'est opérée principalement par l'intermédiaire de *Zhongxing Telecommunication Equipment Corporation (ZTE)*, et de *Huawei*, avec des implications politiques variables. Bien que les données disponibles ne permettent pas de connaître l'état actuel de ces projets, il est évident que ces deux entreprises sont des acteurs majeurs des télécommunications en ALC et qu'elles participent à la construction de l'infrastructure 5G. L'analyse effectuée ne constitue pas un compte rendu exhaustif étant donné la rareté des données empiriques vérifiables et le rythme rapide des progrès de la Chine. De plus, l'implication de ZTE dans le déploiement du 'Carnet de la Patria' au Venezuela, dans le cadre de la prolifération des technologies chinoises comme les caméras de surveillance, suscite des inquiétudes internationales sur la vie privée et les libertés civiles. Cette situation inclut des préoccupations spécifiques sur le suivi des votes des citoyens, mettant en lumière les enjeux démocratiques et de confidentialité¹⁵⁰.

6.1. Le Brésil

L'activité de la Chine au Brésil, sous la houlette de *Huawei*, a été considérable et multiforme, avec une présence dans plusieurs secteurs, des télécommunications à la fabrication d'automobiles, en passant par l'exploitation minière et le divertissement numérique. *Huawei* y développe une infrastructure 5G depuis 2018, date à laquelle l'entreprise et le ministère brésilien de la Science, de la Technologie, de l'Innovation et de la Communication (MCTIC) ont initié leur coopération en la matière¹⁵¹. Les implications politiques de la participation de *Huawei* sont telles que le président brésilien aurait tenté en décembre 2020 d'user de stratagèmes juridiques pour l'exclure de son réseau 5G. Pourtant, en février 2021, le ministre brésilien des Communications, Fabio Faria, a rencontré les dirigeants de l'entreprise afin de négocier des vaccins contre la Covid-19 pour le pays. Après avoir obtenu gain de cause, il a annoncé les règles de la vente aux enchères de la 5G, qui autorisaient la participation de *Huawei*¹⁵².

¹⁴⁶ Carolyn Bartholomew, « China and 5G », *Issues in Science and Technology*, vol. 36, n° 2, 2020, p. 50-57.

¹⁴⁷ *Ibid.*

¹⁴⁸ « Huawei aims to grow its LatAm cloud footprint », *Bnamericas*, 3 août 2022, www.bnamericas.com/en/news/huawei-aims-to-grow-its-latam-cloud-footprint (page consultée le 13/07/2023).

¹⁴⁹ « The industry segments Huawei is targeting in Latin America », *Bnamericas*, 12 mai 2022, www.bnamericas.com/en/news/the-industry-segments-huawei-is-targeting-in-latin-america (page consultée le 13/07/2023).

¹⁵⁰ <https://www.reuters.com/investigates/special-report/venezuela-zte-es/>

¹⁵¹ Chiplon, « Huawei has won 25 5G contracts. This year's revenue will break the 100 billion dollar mark », *Chiplon Microelectronics Limited - Beijing Public Security Bureau*, 18 décembre 2018, www.chiplon.cn/news/detail/id/153 (page consultée le 13 juillet 2023).

¹⁵² « Mapping China's Tech Giants », International Cyber Policy Centre, Australian Strategic Policy Institute, 2023.

En 2022, il a été signalé que *Huawei* prévoyait de poursuivre son expansion au Brésil en se concentrant sur cinq secteurs clés : l'exploitation minière, la fabrication, l'agro-industrie, la logistique et le divertissement numérique¹⁵³. Dans l'industrie minière, l'entreprise collabore avec *Sul Americana de Metais* et *Senai Cimatec* pour développer des opérations autonomes et des solutions de sécurité basées sur la 5G¹⁵⁴. Elle a créé une usine avancée gérée par la 5G à São Paulo qui utilise l'intelligence artificielle (IA), le *cloud* et les technologies IoT pour optimiser le processus de fabrication¹⁵⁵. En collaboration avec TIM, un important fournisseur de télécommunications brésilien, *Huawei* dispose d'un réseau 5G privé opérationnel à l'intérieur de l'usine automobile de *Stellantis* à Pernambuco, et travaille sur un projet de ville intelligente à Curitiba¹⁵⁶. Dans le domaine de l'agroalimentaire, l'entreprise s'associe à *Claro Brasil* pour lancer des programmes pilotes 5G utilisant la technologie des drones pour permettre une agriculture de précision¹⁵⁷. *Huawei* estime que ses innovations peuvent transformer l'agriculture grâce à des méthodologies basées sur les données¹⁵⁸. Washington soutient que l'agriculture de précision peut améliorer la gestion agricole et d'élevage, mais exprime des préoccupations concernant la sécurité des données, la mauvaise appropriation des ressources, et la possibilité d'une domination du marché par ceux qui contrôlent la technologie¹⁵⁹. De plus, il est important de noter que cette évolution technologique suscite également des inquiétudes quant à l'avantage potentiel pour la Chine, un pays où la sécurité alimentaire devient de plus en plus importante. Cette situation soulève des questions géopolitiques et économiques quant à la dépendance croissante envers des technologies contrôlées par des acteurs chinois dans le secteur agroalimentaire, ce qui peut avoir des implications sur la souveraineté alimentaire et la compétitivité internationale¹⁶⁰.

De nombreux autres partenariats ont été conclus. En 2019, *Huawei* s'est associé à la société brésilienne *Telefónica*, filiale de la société espagnole du même nom, pour créer un réseau 4,5G¹⁶¹. Ces réseaux servent de mise à niveau intermédiaire entre la 4G et la 5G, offrant des vitesses et une capacité améliorées¹⁶². Ils pourraient être un choix approprié pour des pays comme le Brésil car ils fournissent une connectivité améliorée à un prix plus abordable que les équipements coûteux et les licences de spectre nécessaires pour la 5G. Les entreprises qui mettent en œuvre cette technologie pourraient obtenir un avantage de marché significatif, surtout lorsque leur technologie est subventionnée par Pékin, comme dans le cas de *Huawei*¹⁶³.

Cette coentreprise visait à préparer le déploiement de la technologie 5G au Brésil, ce qui témoigne de l'influence profonde des entreprises technologiques chinoises dans le façonnement du paysage brésilien des télécommunications¹⁶⁴. Cette influence marquée a été critiquée par les Etats Unis et une bonne partie des pays européens. Cependant, le gouvernement brésilien défend cette position, car cela s'inscrit dans sa politique de poursuite de la technologie de télécommunication chinoise. Comme l'a souligné le Président brésilien, Luiz

¹⁵³ « The industry segments Huawei is targeting in Latin America », art. cité.

¹⁵⁴ « Sul Americana de Metais signs 5G deal with Huawei to enable autonomous Block 8 iron ore mine in Brazil », *International Mining*, 9 juillet 2020, <https://im-mining.com/2020/07/09/sul-americana-de-metais-signs-5g-deal-huawei-enable-autonomous-block-8-iron-ore-mine-brazil/> (page consultée le 13 juillet 2023).

¹⁵⁵ Gabriella Mello, « China's Huawei to invest \$800 million in new Brazil factory », *Reuters*, 9 août 2019, www.reuters.com/article/us-huawei-tech-brazil/chinas-huawei-to-invest-800-million-in-new-brazil-factory-idUSKCN1UZ1B6 (page consultée le 13 juillet 2023).

¹⁵⁶ Huawei, « TIM Brasil and Huawei Sign MoU to Transform Curitiba into the Country's First '5G City' », *Huawei News & Events*, 4 mars 2022, www.huawei.com/en/news/2022/3/mou-tim-5g-city-2022 (page consultée le 13 juillet 2023).

¹⁵⁷ « The industry segments Huawei is targeting in Latin America », art. cité.

¹⁵⁸ <https://www.huawei.com/en/huaweitech/publication/winwin/plus-intelligence/feeding-the-world-connected-farming>

¹⁵⁹ <https://www.cisa.gov/news-events/alerts/2018/10/03/cybersecurity-threats-precision-agriculture>

¹⁶⁰ <https://www.rsis.edu.sg/rsis-publication/nts/china-us-tech-war-the-impact-on-global-food-security/>

¹⁶¹ SAMENA, « Telefonica, Huawei ink '4.5G' agreement covering Bogota, Monterrey and Rio de Janeiro », *SAMENA Telecommunications Council*, 25 février 2018, www.samenacouncil.org/samena_daily_news?news=67009 (page consultée le 13 juillet 2023).

¹⁶² <https://www.huawei.com/minisite/4-5g/en/>

¹⁶³ <https://doi.org/10.1016/j.ibusrev.2022.102080>

¹⁶⁴ Jorge Malena, « The Extension of the Digital Silk Road to Latin America : Advantages and Potential Risks », *Council on Foreign Relations*, 19 janvier 2021, www.cfr.org/blog/extension-digital-silk-road-latin-america-advantages-and-potential-risks (page consultée le 13 juillet 2023).

Inácio Lula da Silva, après une visite à un centre de recherche *Huawei* en Chine en avril 2023 : « *Personne n'interdira au Brésil d'améliorer ses relations avec la Chine* »¹⁶⁵.

Huawei et *China Unicom* se sont également associés à *CamTel* pour exploiter le *South Atlantic Inter Link (SAIL)*, un câble sous-marin de 6 000 kilomètres reliant le port en eau profonde de *Kribi*, au Cameroun, à *Fortaleza*, au Brésil¹⁶⁶. La *China Eximbank* a fourni 85 millions de dollars pour ce projet qui, selon la Banque mondiale, a coûté 136 millions de dollars¹⁶⁷. Ayant commencé à fonctionner partiellement dès septembre 2018, ce câble est devenu pleinement opérationnel en 2020, offrant ainsi la plus grande capacité de transmission de données entre l'Afrique et l'Amérique du Sud¹⁶⁸. Ce projet représente la première entreprise de grande envergure dans la région menée par un opérateur de télécommunications et un fabricant d'équipements chinois. Les restrictions de l'*Initiative Clean Networks* compliquent la possibilité pour les entreprises chinoises de construire un câble transatlantique.

6.2 Les pays andins

En Colombie, *Huawei* a également participé au développement de l'infrastructure 5G. Il a été le premier à déployer le réseau 4G dans le pays avec *ZTE* en 2016, et à engager des pourparlers sur la mise en œuvre de la 5G. Par ailleurs, le ministre colombien des Technologies de l'information et des communications a déclaré que la Colombie n'interdirait pas à *Huawei* de participer à la vente aux enchères de la 5G. En mai 2020, *Movistar Colombia de Telefónica* a activé le premier programme pilote 5G avec une bande de 3,5 GHz utilisant la technologie *Huawei*¹⁶⁹. En août 2019, *ZTE* a signé un accord de coopération 5G de cinq ans avec l'*Universidad Distrital Francisco José de Caldas* pour établir un centre de recherche conjoint sur l'innovation 5G dans le pays¹⁷⁰. En septembre 2022, *Huawei* a annoncé que la Colombie serait le prochain grand marché d'Amérique latine à bénéficier d'un emplacement physique dédié pour son infrastructure *cloud*¹⁷¹.

En Équateur, *Huawei* et *ZTE* sont tous deux impliqués dans le développement de l'infrastructure 5G. En juillet 2019, la société de télécommunications équatorienne *CNT* a lancé son réseau 5G avec l'aide de *Huawei*. Depuis janvier 2020, il a été rapporté que *Claro*, le principal opérateur de télécommunications mobiles dans le pays, allait tester la technologie 5G à Quito en partenariat avec la même entreprise¹⁷². Par ailleurs, *Huawei* et l'entreprise publique *China National Electronics Import & Export Corporation (CEIEC)* ont mis en place et financé un réseau d'intervention d'urgence connu sous le nom d'*ECU-911*, qui surveille principalement les espaces publics.¹⁷³ Il se compose de seize centres opérationnels stratégiquement situés dans tout le pays, équipés d'un système complet de 4 300 caméras étroitement surveillées par le personnel de sécurité¹⁷⁴. Officiellement, cet *ECU-911* est destiné à répondre rapidement aux « urgences ». Cependant, ses détracteurs affirment que ces centres ne servent pas seulement à aider les personnes en détresse, mais aussi à établir un réseau de

¹⁶⁵ <https://www.reuters.com/technology/brazil-paves-way-semiconductor-cooperation-with-china-2023-04-14/>

¹⁶⁶ « *Huawei Marine to build South Atlantic Inter Link Cable System* », *Bnamericas*, 28 juin 2017, www.bnamericas.com/en/news/huawei-marine-to-build-south-atlantic-inter-link-cable-system1 (page consultée le 13 juillet 2023).

¹⁶⁷ « *China Eximbank provides \$85 million USD PBC loan for 5900km South Atlantic Inter Link (SAIL)* », *AidData - Research Lab at William & Mary*, 2018, <https://china.aiddata.org/projects/58439/> (page consultée le 13 juillet 2023).

¹⁶⁸ <https://ig.ft.com/subsea-cables/>

¹⁶⁹ « *Mapping China's Tech Giants* », art. cité.

¹⁷⁰ *Ibid.*

¹⁷¹ « *Colombia is next in line for Huawei Cloud* », *Bnamericas*, 22 septembre 2022, www.bnamericas.com/en/news/colombia-is-next-in-line-for-huawei-cloud (page consultée le 13 juillet 2023).

¹⁷² « *Mapping China's Tech Giants* », art. cité.

¹⁷³ Gustavo Benitez, « *Implementing Holistic Security Strategies to Reduce Crime and Violence in Ecuador* », *KDI School of Public Policy and Management, Global Delivery Initiative*, avril 2019, <https://archives.kdischool.ac.kr/handle/11125/41338> (page consultée le 13 juillet 2023).

¹⁷⁴ Charles Rollet, « *Ecuador's All-Seeing Eye Is Made in China* », *Foreign Policy*, 9 août 2018, <https://foreignpolicy.com/2018/08/09/ecuadors-all-seeing-eye-is-made-in-china/> (page consultée le 13 juillet 2023).

surveillance politique interne¹⁷⁵. Toutes les séquences vidéo capturées par les caméras sont transmises aux services de sécurité équatoriens, où elles sont traitées selon des processus similaires à ceux utilisés par la Chine pour assurer le contrôle social de sa population¹⁷⁶. Il est impossible de savoir à ce jour dans quelle mesure les agents de sécurité équatoriens partagent leurs données avec leurs homologues chinois. Après la mise en œuvre d'ECU-911 en Équateur, des questions se posent quant à l'équilibre entre sécurité et vie privée, un défi également présent en Argentine avec les technologies de surveillance de ZTE.

La RPC est également active dans d'autres pays andins. Au Venezuela, ZTE collabore avec le gouvernement Maduro pour gérer un système d'identification national appelé « *carte de la patrie* ». Cette carte d'identité à puce, connectée aux serveurs de ZTE, recueille les données de ses détenteurs et pourrait être utilisée à mauvais escient pour réprimer la dissidence et contrôler l'accès aux services subventionnés¹⁷⁷. En 2019, la Chine a fourni 600 dispositifs de surveillance par reconnaissance faciale de ZTE à la Bolivie dans le cadre du plan de sécurité BOL-110, qui comprenait déjà 2 000 dispositifs similaires et un centre de commandement central situé à La Paz et géré par le *CEIEC*¹⁷⁸. Ce plan a coûté plus de 105 millions de dollars¹⁷⁹. Le gouvernement bolivien envisage d'enrichir ce système de 840 caméras spécialisées dans la détection automatique des plaques d'immatriculation des véhicules¹⁸⁰.

6.3 Le Cône sud

En Argentine, ZTE a fourni des technologies de surveillance pour lutter contre la criminalité. En 2019, la province de Jujuy – l'une des régions argentines les plus défavorisées sur le plan économique, avec des taux de criminalité légèrement supérieurs à la moyenne nationale – a négocié avec l'entreprise un accord global pour l'acquisition de caméras de sécurité, de centres de surveillance, de services d'urgence et d'infrastructures de télécommunications. Selon un fonctionnaire du gouvernement argentin, les habitants de la région auraient accepté l'omniprésence des caméras de surveillance afin de pouvoir se sentir plus en sécurité¹⁸¹. Cette acceptation de la surveillance en Argentine soulève cependant des interrogations sur le rapport entre sécurité et droits individuels, reflétant une problématique similaire à celle de l'Équateur dans sa quête d'équilibre entre technologie avancée et respect de la vie privée

En 2017, le Chili a lancé un ambitieux projet visant à relier l'Amérique latine à l'Asie grâce à un câble sous-marin à fibre optique transpacifique révolutionnaire. Ce projet a reçu le soutien des géants chinois de la technologie *Huawei Marine* et *China Unicom*, qui aspiraient à combler le fossé géographique entre Shanghai et le Chili¹⁸². Malgré la préférence initiale pour *Huawei*, il a été décidé, sous la pression politique, de confier l'exécution de

¹⁷⁵ Gustavo Benitez, art. cité.

¹⁷⁶ Robert Evan Ellis, « El apalancamiento de Ecuador sobre China para conseguir una vía alternativa de política y desarrollo », art. cité ; Robert Evan Ellis, « Ecuador's Leveraging of China to Pursue an Alternative Political and Development Path », *Journal of Indo-Pacific Affairs*, automne 2018, www.airuniversity.af.edu/Portals/10/JIPA/journals/Volume-01_Issue-1/07-F-Ellis.pdf (page consultée le 13 juillet 2023).

¹⁷⁷ Jorge Malena, « The Extension of the Digital Silk Road to Latin America... », art. cité.

¹⁷⁸ Gouvernement de Bolivie, « Presidente inaugura el sistema de seguridad ciudadana BOL-110, el más moderno de América Latina », *Viceministerio de Comunicación*, 20 août 2019, www.comunicacion.gob.bo/?q=20190821/27546 (page consultée le 13 juillet 2023).

¹⁷⁹ Carlos Hernandez, « Bolivia invierte 105 millones de dólares en un sistema de seguridad ciudadana », *Infodefensa*, 23 août 2019, www.infodefensa.com/texto-diario/mostrat/3128833/bolivia-invierte-105-millones-dolares-sistema-seguridad-ciudadana (page consultée le 13 juillet 2023).

¹⁸⁰ Jorge Malena, « The Extension of the Digital Silk Road to Latin America... », art. cité

¹⁸¹ *Ibid.*

¹⁸² Natalia Ramos Miranda, « Huawei wants to build first fiber-optic cable between South America and Asia », *Reuters*, 29 août 2019, www.reuters.com/article/us-huawei-tech-chile/huawei-wants-to-build-first-fiber-optic-cable-between-south-america-and-asia-idUSKCN1VI2N2 (page consultée le 13 juillet 2023).

cette tâche monumentale à l'entreprise japonaise NEC¹⁸³. Huawei va également construire un centre de données pour renforcer ses activités dans le domaine de l'informatique en nuage, comme elle l'a récemment annoncé. Son directeur marketing a déclaré que « *le Chili se caractérise[ait] par une forte utilisation des services en nuage, et [que] les processus de transformation y [étaient] très accélérés. Mais ce n'est pas le seul pays*¹⁸⁴ ». Il n'a pas fourni d'autres détails, mais ce centre de données sera similaire à ceux que l'entreprise a établis dans d'autres pays de l'ALC (Colombie, Brésil, Pérou et Mexique)¹⁸⁵. De plus, bien que Huawei présente ces initiatives comme des opportunités commerciales, des préoccupations subsistent. Par exemple, la stratégie de Huawei consistant à subventionner les startups latino-américaines pour qu'elles utilisent leurs services cloud pourrait potentiellement leur donner un accès inégalé aux innovations technologiques émergentes de la région. Il y a une inquiétude croissante quant à la profondeur et à la portée des centres de données de l'entreprise, surtout lorsque des entreprises chinoises comme Huawei pourraient avoir accès à des informations sensibles et à la propriété intellectuelle de ces startups¹⁸⁶.

CONCLUSION

Cette note d'analyse dégage une série de tendances qui permettent de rendre compte de la diversification de la présence de la Chine en Amérique latine ces vingt dernières années. Cette dynamique est particulièrement puissante dans des secteurs stratégiques tels que les infrastructures énergétiques, la défense et la sécurité, l'agriculture et l'alimentation. Ainsi, il est possible de dégager plusieurs tendances transversales qui rendent intelligible cette mutation.

Tendance 1 : La Chine valorise ses relations d'État à État dans l'établissement de ses relations économiques avec l'Amérique latine

Afin de s'implanter dans la région latino-américaine, la Chine a privilégié la construction de relations d'État à État, et ce au plus haut niveau. Dans cette perspective, Xi Jinping a multiplié les déplacements dans la région : depuis son arrivée au pouvoir, en 2013, ce dernier s'est rendu davantage en Amérique latine que ses homologues américains Barack Obama, Donald Trump, et Joe Biden réunis. Ces échanges ont permis à Pékin de structurer un réseau de coopérations institutionnelles très dense dans les pays où ce dialogue politique s'est traduit dans des décisions d'investissements. Néanmoins, cette stratégie présente des inconvénients, notamment en cas d'alternance électorale, les accords négociés de gré à gré entre États pouvant faire l'objet de renégociations, voire de ruptures entre les parties. C'est ce qui a lieu actuellement entre la Chine et l'Argentine, à la suite de la victoire de Javier Milei.

Tendance 2 : La Chine vient occuper un espace laissé vacant par les États-Unis et l'Europe. De leur côté, les dirigeants latino-américains souhaitent également profiter de cette situation afin d'extraire des dividendes de la rivalité stratégique entre Pékin et Washington

La croissance de la présence chinoise en Amérique latine n'est pas le fruit du hasard. Les États-Unis et les pays de l'UE ont réduit leur présence politique et économique dans la région, alors même que la région est en besoin de financements, notamment pour réaliser des travaux d'infrastructures, ainsi qu'en matière de transition

¹⁸³ Sarah Zheng, « China's Huawei loses out to Japan's NEC on Chile-Asia trans-Pacific cable project », *South China Morning Post*, 30 juillet 2020, www.scmp.com/news/china/diplomacy/article/3095367/chinas-huawei-loses-out-japans-nec-chile-asia-trans-pacific (page consultée le 13 juillet 2023).

¹⁸⁴ « Huawei aims to grow its LatAm cloud footprint », art. cité.

¹⁸⁵ *Ibid.*

¹⁸⁶ https://ceeep.mil.pe/wp-content/uploads/2022/06/PDF_Chinas-Digital-Advance-in-Latin-America-R-Evan-Ellis-Peruvian-Army-Center-for-Strategic-Studies.pdf

énergétique et numérique. Face à ce recul européen et américain, la Chine a profité d'un espace laissé vacant. De leur côté, les pays latino-américains souhaitent également diversifier leurs partenariats, et ainsi devenir des acteurs de cette rivalité de puissance. Ils ne sont pas passifs. L'émergence de concepts tels que le « non alignement actif » sont le reflet de cette volonté.

Tendance 3 : La présence de la Chine pose des enjeux en matière de souveraineté pour les pays latino-américains, notamment sur la construction et le contrôle capitaliste des terminaux à double usage

La construction de terminaux à double usage soulève des enjeux en matière de souveraineté pour les pays qui les accueillent. Cette question se pose avec d'autant plus d'acuité lorsque ces terminaux se trouvent dans des localisations stratégiques, à l'image du projet de port polyvalent à Río Grande, en Argentine, situé sur la côte nord-est de l'île Grande de Terre de Feu, et disposant d'un accès direct à l'océan Atlantique ainsi que d'un passage vers l'Antarctique. Ce port pourrait devenir à l'avenir la porte d'entrée de Pékin vers l'Antarctique, alors même que la Chine exploite quatre stations en Antarctique, dont deux stations permanentes (Great Wall Station et Zhongshan Station) et deux stations d'été (Kunlun Station et Taishan Station).

Autre enjeu de souveraineté : les télécoms. Les investissements chinois dans ce secteur posent des problèmes d'interopérabilité avec les standards européens et nord-américains. Les communications ne sont pas protégées de la même façon, voire sont écoutées : beaucoup de pays ont des réticences à coopérer/établir des liaisons avec des pays ayant choisi la Chine comme fournisseur. Cette problématique s'étend aux questions de sécurité des données et de leur exploitation, notamment dans le secteur agricole. Cette question se pose également en matière du lien entre technologie et enjeux de droits de l'homme (contrôle policier via l'usage du numérique, comme au Venezuela).

Tendance 4 : les implications écologiques, économiques et militaires des investissements chinois en Amérique latine

Les travaux d'infrastructure réalisés par la Chine font régulièrement l'objet de protestations, compte tenu des modes de recrutement des personnels en charge de leur construction (présence importante de personnel chinois méconnaissant les réalités locales et les réglementations en matière de BTP), suscitant les protestations des populations locales.

Il existe également des différends en matière de régulation économique des entreprises chinoises opérant dans des secteurs intensifs en capital et exposés à des lois antitrust, tels que les marchés électrique et de télécommunications. Plusieurs entreprises chinoises ont été dans le viseur des autorités antitrust de la région (Pérou, Chili), sans qu'elles aient à ce jour été condamnées.

Enfin, certains des investissements réalisés par Pékin dans la région suscitent l'appréhension, notamment du potentiel d'usage civil et militaire, notamment lorsqu'il s'agit de terminaux logistiques stratégiques, ou de stations aérospatiales dont l'accès est interdit aux autorités locales (comme en Argentine).

Tendance 5 : L'usage de la rivalité stratégique sino-américaine à des fins de politique intérieure américaine

Les investissements chinois sont souvent exagérés par les sources nord-américaines, notamment en provenance du SOUTHCOM, afin de débloquer des budgets : selon les dernières données officielles disponibles pour 2019, la BITD de la RPC a exporté pour 4,9 milliards de dollars de biens et de services militaires. Ce chiffre est modeste comparé aux 10,4 milliards de dollars d'exportations de la Russie et aux 170 milliards de dollars

des États-Unis. De ce fait, bien que la tendance soit à l'augmentation de la présence chinoise dans le secteur de l'armement, les données démontrent que la Chine n'est pas un concurrent majeur des États-Unis à ce jour.

A l'instar des autres secteurs concernés par la présence chinoise en Amérique latine et des Caraïbes étudiés dans ce rapport, l'ampleur des relations bilatérales varie selon les pays et les contextes politiques.

Les influences de la Chine en Amérique latine, 2023

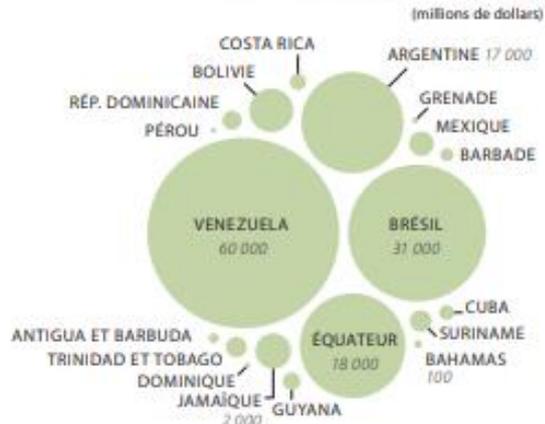


Évolution des prêts des banques publiques chinoises à l'Amérique latine et aux Caraïbes 2005-2022



Prêts accordés par les institutions chinoises de financement du développement, la Banque chinoise de développement (CDB) et la Banque chinoise d'import-export (Ex-Im Bank), aux gouvernements et États d'Amérique latine et des Caraïbes.

Montants des prêts chinois accordés à l'Amérique latine et aux Caraïbes 2005-2022



Source prêts : Ray, Rebecca et Margaret Myers (2023) « Chinese Loans to Latin America and the Caribbean Database », Washington : Inter-American Dialogue, <https://www.thedialogue.org>

© Atelier de cartographie / Sciences Po, 2023

